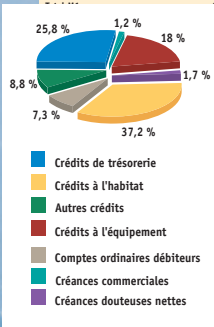




## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
<b>M1</b>							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 144 - Statistiques au 30/09/2010

NOUVELLE-CALÉDONIE  
115 000 000



## Nouvelle-Calédonie

**L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)** est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

## Sommaire

<b>1. Synthèse</b>	<b>2</b>
<b>2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>6</b>
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>8</b>
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	9
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>17</b>
5.1. Les risques sectoriels	17
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	19
Les indicateurs globaux	19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	20
<b>6. Le financement des concours bancaires</b>	<b>22</b>
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
<b>7. La monétique et les échanges de valeur</b>	<b>23</b>
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>24</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
<b>Annexe : Méthodologie</b>	<b>27</b>

## 1. Synthèse

### *Un contexte économique et financier mondial qui tend à se redresser progressivement*

La reprise économique mondiale se poursuit, mais à un rythme inférieur à celui observé au 1<sup>er</sup> semestre. Dans les pays avancés, le rythme de la croissance reste modéré, tandis qu'il est très soutenu dans les pays émergents. Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB s'est ralenti au 3<sup>e</sup> trimestre à 0,4%, après une croissance exceptionnelle de 1% au 2<sup>nd</sup> trimestre, toutefois la dynamique positive de la reprise dans la zone euro se maintient.

Les tensions inflationnistes sont restées modérées dans les pays avancés, tandis qu'elles persistent dans certains pays émergents. Globalement, la politique monétaire reste accommodante dans les pays avancés. Le taux d'intérêt directeur dans la zone euro demeure inchangé, à 1% depuis 2009. Les mesures de prêt exceptionnelles de la BCE assurent le maintien de liquidités suffisantes. Sur le marché interbancaire, l'Eonia se situe d'ailleurs bien en dessous du taux de refinancement. Aux Etats-Unis les taux de refinancement directeurs s'établissent à des niveaux très bas, dans une fourchette de 0 à 0,25 %, mais sont complétés depuis novembre par des mesures d'ajustement quantitatif de la monnaie diffusée (programme d'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Fed américaine). La Banque de Chine a annoncé, le 19 octobre, la première hausse de deux de ses taux directeurs depuis décembre 2007.

Dans la zone euro, la stabilité financière a continué d'être menacée par la crise des dettes souveraines de plusieurs pays (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) liée à l'évolution des finances publiques dans certains pays et à la vulnérabilité à des réactions négatives des marchés. En dépit des programmes d'ajustement économique annoncés en Irlande et au Portugal, du plan de sauvetage de 85 milliards d'euros accordé à l'Irlande fin novembre et de l'accord sur un mécanisme d'aide permanent destiné à remplacer le Fonds européen de Stabilité financière de 440 milliards d'euros devant expirer en 2013, les inquiétudes actuelles des marchés persistent. Dans ce contexte, la BCE a décidé de revoir à la hausse le montant de ses rachats d'emprunts d'Etat dans le cadre du Programme d'achat de titres mis en place en mai 2010.

Les tensions sur le marché de la dette souveraine ont sensiblement affaibli l'euro. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est demeuré faible au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2010 (moins de 1,3), avant de se redresser légèrement début décembre. Les discussions du G20, réuni à Séoul en novembre 2010, en vue d'une réforme du système monétaire international, n'ont pas permis de réduire les divergences sur le marché international des changes, ravivées par la décision de la Fed de monétiser la dette publique. La tendance haussière des cours boursiers depuis la mi-2010 s'est interrompue sur certaines places, à la suite notamment de la décision de la Fed. Sur le marché des matières premières, le cours du pétrole a progressé en raison de tensions sur l'offre et la demande.

Dans la zone euro, l'analyse des données monétaires montre une reprise, modérée toutefois, du rythme de croissance des prêts des institutions monétaires et financières au secteur privé. Au cours de la période récente, les banques ont globalement stabilisé la taille de leurs bilans, tout en renforçant l'octroi de crédit au secteur privé.

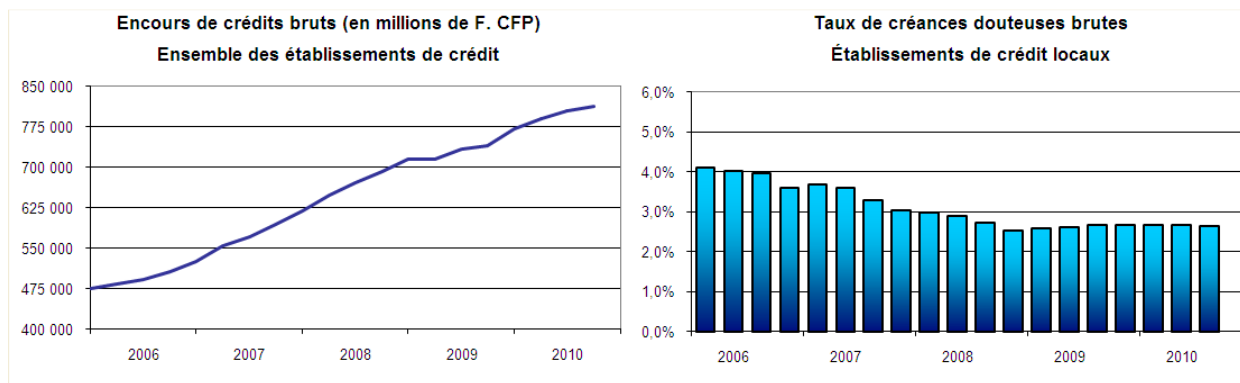
En matière bancaire, le G20 de Séoul a entériné le principe du nouveau régime prudentiel, dit de « Bâle III », qui vise à renforcer la supervision bancaire et financière (renforcer la qualité des fonds propres, améliorer la couverture et la gestion du risque de contrepartie, améliorer la couverture et la gestion du risque de liquidité, limiter l'effet de levier, réduire la procyclicité, minimiser le risque systémique), que les pays doivent transposer dans leur droit national d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et dont le plein effet est attendu pour 2019.

### *Une activité bancaire qui reste dynamique au troisième trimestre malgré un marché des entreprises légèrement timoré.*

Sur fond d'inquiétudes des entrepreneurs, la conjoncture économique du territoire demeure favorablement orientée sur le troisième trimestre de l'année 2010, grâce notamment aux grands chantiers en cours. Dans ce contexte, l'activité de l'ensemble des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie se maintient sur le trimestre sous revue, avec un volume d'actifs financiers collectés en hausse de 1,4 % et un encours de crédit qui progresse de 1,1 % par rapport au trimestre précédent.

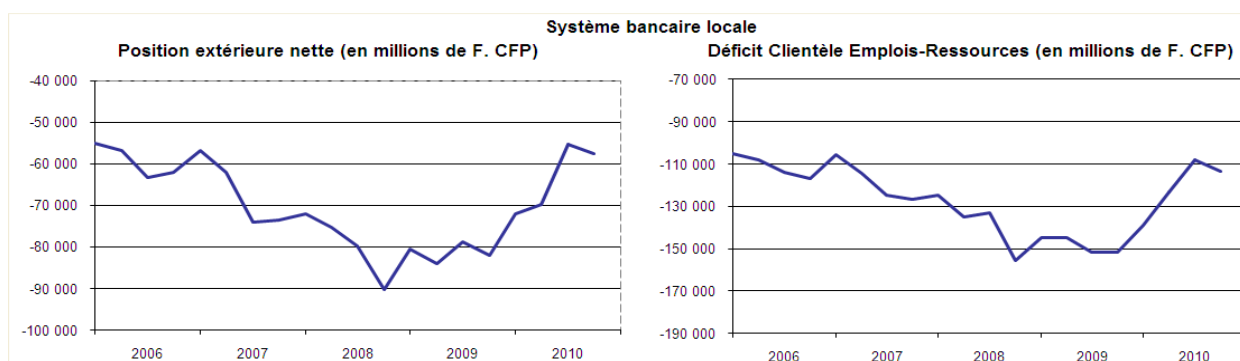
## Conjoncture financière et bancaire

Sur douze mois, les rythmes de croissance observés demeurent soutenus avec notamment un marché du crédit qui croît de 9,8 % en glissement annuel. Cette évolution est particulièrement sensible sur le segment des collectivités locales (+26,3 % sur douze mois) et des ménages (+10,3 %) et moins marquée sur celui des entreprises (+7,9 %). En termes de risques, aucune dégradation de la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux n'est constatée, avec un taux de créances douteuses brutes qui se maintient depuis plusieurs trimestres, à 2,7 %. Au 30 septembre 2010, l'ensemble des actifs financiers détenus en Nouvelle-Calédonie s'établit à 596 milliards de F CFP et l'encours total des crédits distribués sur la place à 814 milliards de F CFP.



*Forte progression de la masse monétaire et amélioration du déficit emplois/ressources des établissements financiers locaux.*

La progression de la masse monétaire s'accélère, avec une croissance dynamique de M3 qui atteint 15 % sur douze mois (contre +8,8 % entre le 30 septembre 2008 et le 30 septembre 2009). Cette évolution est particulièrement sensible au niveau de l'agrégat étroit M1 dont le rythme de progression annuel augmente (+17,2 %, contre une hausse de 9,9 % à fin septembre 2009), sous l'effet des dépôts à vue (+18 % contre +10,2 % à fin septembre 2009) ; lequel traduit notamment le comportement prudent des agents économiques depuis plusieurs trimestres et des liquidités alimentées par une activité qui reste bien orientée. Le système bancaire local, en quête structurelle de ressources clientèles, a ainsi profité d'une activité de collecte dynamique - hors épargne collectée localement mais gérée hors de la zone d'émission- alors que, dans le même temps, son activité de crédit reste sur des croissances moins soutenues (+19,8 % de hausse des dépôts collectés contre +7,3 % pour les crédits). Il affiche ainsi une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle (qui se redresse de 25 %) comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission). Le solde de cette dernière, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit de 30 %, à -57 milliards de F CFP au 30 septembre 2010 contre -82 milliards au 30 septembre 2009 (données provisoires).



### *Un marché à plusieurs vitesses dans lequel les sociétés financières peinent à redémarrer*

Dans le détail, la situation du système bancaire doit cependant être nuancée. Les établissements métropolitains ont bénéficié du dynamisme de la demande de financements des opérateurs sociaux et des collectivités locales avec un encours en croissance de 20,8 % en douze mois. Les établissements de crédit locaux affichent pour leur part une progression de leur encours moins soutenue sur la même période, à +7,3 %. Leur activité reste néanmoins dynamique et a notamment profité de l'accélération de la demande des ménages (+10,4 % sur douze mois contre +7,2 % à fin septembre 2009), notamment en termes de crédits immobiliers (+11 %), tandis que la demande de financement des entreprises a ralenti (+3,8 % contre +4,3 % à fin septembre 2009).

Les sociétés financières de la place présentent pour leur part une dégradation sensible de leur activité, avec un encours brut de crédits en repli de 2,8 % sur douze mois. Cette évolution est à rapprocher de la baisse observée pour toutes les catégories d'agents économiques de la demande de financement par crédit-bail (-3 % sur douze mois) qui représente l'essentiel de leur activité. Les sociétés financières de la place présentent de plus une dégradation de la qualité de leur portefeuille, avec un taux de créances douteuses qui passe de 5,9 % à 6,4 % entre le 30 septembre 2009 et le 30 septembre 2010.

### *L'endettement bancaire des entreprises demeure porté par les grands projets et le logement social*

L'endettement bancaire des entreprises demeure globalement bien orientée sur douze mois (+7,9 % après 9,3 % à fin septembre 2009), mais cette croissance se révèle toujours portée par les grands projets et le logement social et profite notamment aux établissements de crédit situés hors zone d'émission. Dans le détail, on observe que le rythme de progression de l'encours des crédits d'investissement reste dynamique sur les douze derniers mois (+6,1 %) même s'il marque le pas par rapport à la période précédente (+9,3 % entre septembre 2008 et septembre 2009). A l'inverse, l'encours des crédits de trésorerie des entreprises affiche un repli de 11,7 % sur la même période.

Au plan sectoriel, les services (qui représentent un peu moins de la moitié des engagements en faveur des professionnels – 47 %) affichent une hausse de leurs encours de 18 % sur douze mois. Leur périmètre inclut toutefois les SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation, ainsi que les activités de services liés à l'immobilier, qui expliquent pour une large part leur croissance. L'endettement du secteur des industries (10 % des engagements en faveur des professionnels) s'affiche également en très forte hausse entre le 30 septembre 2009 et le 30 septembre 2010 (+15 %). Cette évolution résulte essentiellement d'avaux et cautions donnés dans le cadre des grands projets miniers et métallurgiques et la tendance générale du secteur - hors mines et métallurgie – se révèle moins marquée, avec un encours qui progresse de 6 %. Dans une moindre mesure, les concours bancaires du secteur du BTP (15 % des engagements des professionnels) augmentent sensiblement sur douze mois (+9 %), tirés par le logement social. Enfin, les secteurs de l'hôtellerie et de l'agriculture présentent un repli de leur besoin de financement sur la période (respectivement -1% et -6 %), en liaison avec les difficultés structurelles qu'ils rencontrent.

### *Des ménages qui continuent d'investir dans l'habitat*

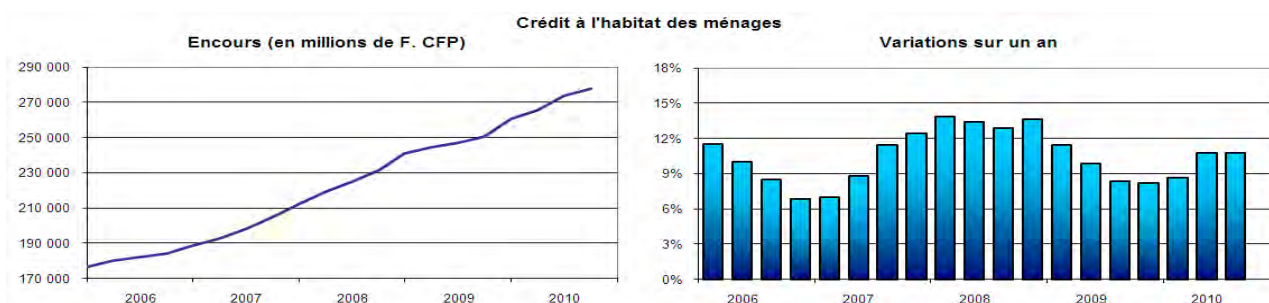
La progression de l'endettement des ménages s'accélère sur douze mois : +10,3 % contre +7,4 % entre septembre 2008 et septembre 2009.

Cette accélération traduit le dynamisme de l'investissement immobilier des ménages, dont les encours des crédits à l'habitat progressent de 10,8 % entre septembre 2009 et septembre 2010, contre une hausse de 8,3 % sur la période précédente. Cette évolution est, pour partie, liée à la baisse des taux des prêts immobiliers. L'enquête semestrielle sur le coût du crédit, réalisée sur les mois de juillet et août 2010, fait d'ailleurs ressortir un recul d'un demi-point, sur un an, du taux moyen pondéré des crédits immobiliers aux particuliers, à 4,76 % contre 5,28 % lors de l'enquête de juillet et août 2009.

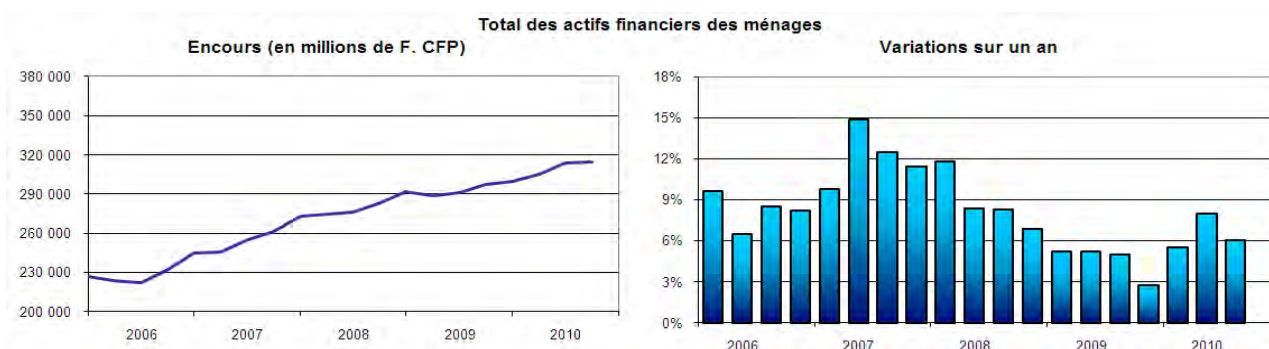
## Conjoncture financière et bancaire

Parallèlement, en lien avec la reprise de la consommation des ménages, les encours bancaires des crédits liés à la consommation des ménages ont continué de croître sur le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année (+1,2 %) et la progression sur douze mois ressort relativement marquée (+4,1 %), en dépit du recul de l'encours de crédit-bail (-4,7 % en glissement annuel, avec notamment un marché automobile moins dynamique).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se sont pour leur part dégradés au 3<sup>ème</sup> trimestre 2010. D'une part, le nombre des décisions de retrait de cartes bancaires et le nombre d'incidents de paiement sur chèques, qui avaient reculé au trimestre précédent, sont repartis à la hausse au 3<sup>ème</sup> trimestre pour s'afficher respectivement en augmentation de + 26,8 % et + 20,6 % sur douze mois. D'autre part, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse de 5,7 % sur la même période, tout comme les encours des comptes ordinaires débiteurs (+7,5 %). Toutefois, le taux de créances douteuses brutes ressort stable, au niveau bas, de 1,8 %, ne laissant pas supposer de tension particulière de trésorerie pour cette catégorie de clientèle.



Les actifs financiers des ménages progressent de 6 % en glissement annuel. Dans le détail, l'accroissement des liquidités (dépôts à vue) des ménages atteint 20 % sur douze mois, soit un niveau nettement supérieur à celui observé à fin septembre 2009 (+4,6 %). Concernant leur épargne, compte-tenu du niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire, les ménages ont orienté leur choix vers des placements à long terme, plus rémunérateurs, les conditions offertes sur la place en matière de comptes sur livrets et de comptes à terme étant généralement plus favorables qu'en métropole. Cette situation tient à la concurrence entre les banques locales pour « capter » de la ressource, dans un contexte de fort déficit de la place en la matière même si la situation s'est améliorée depuis le début de l'année 2010 (voir supra). On observe, sur douze mois, un repli du volume des placements liquides ou à court terme (-1,5 %), tandis que les placements à long terme (essentiellement sous forme de contrats d'assurance-vie) progressent sensiblement (+5,5 %).

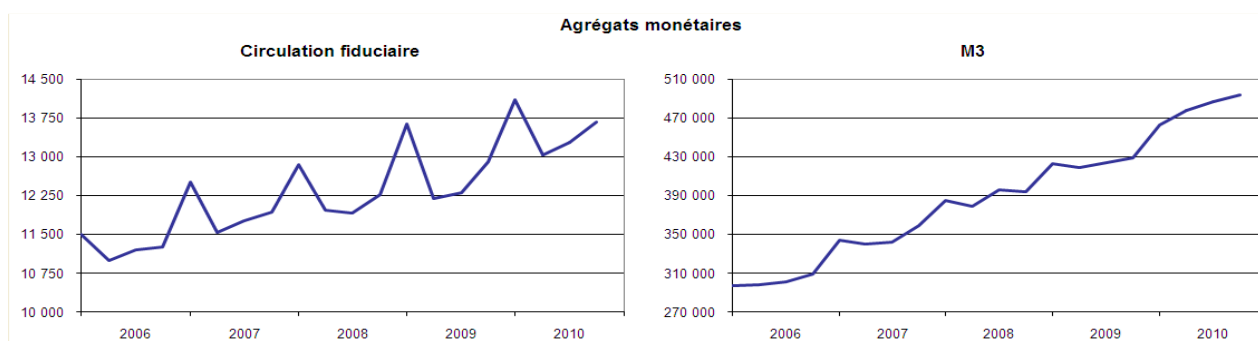


# Conjoncture financière et bancaire

## 2. La masse monétaire et ses contreparties

### 2.1 La masse monétaire

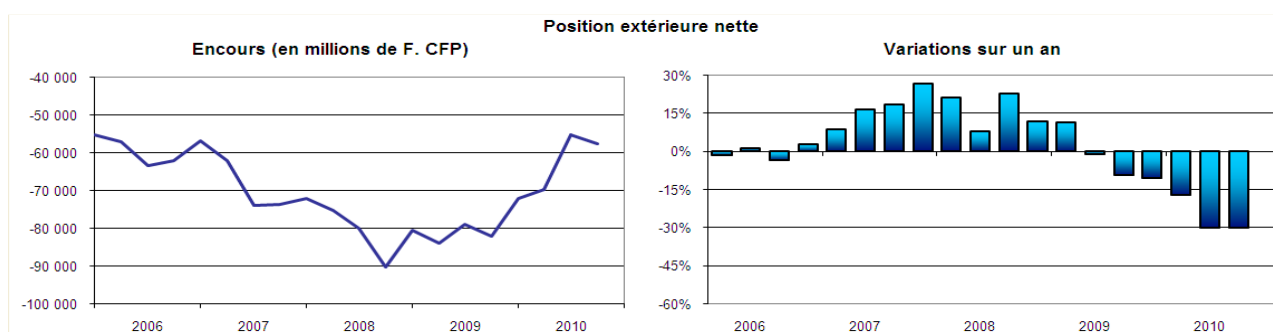
Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Circulation fiduciaire</b>	10 777	11 247	11 938	12 266	12 896	14 106	13 024	13 269	13 659	2,9%	5,9%
Billets	9 579	9 988	10 585	10 840	11 386	12 555	11 483	11 710	12 094	3,3%	6,2%
Pièces	1 198	1 259	1 353	1 426	1 510	1 551	1 541	1 559	1 565	0,4%	3,6%
Dépôts à vue	123 967	141 544	163 440	167 969	185 120	214 179	202 357	208 639	218 389	4,7%	18,0%
<b>TOTAL M1</b>	<b>134 744</b>	<b>152 791</b>	<b>175 378</b>	<b>180 235</b>	<b>198 016</b>	<b>228 285</b>	<b>215 381</b>	<b>221 908</b>	<b>232 048</b>	<b>4,6%</b>	<b>17,2%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>61 694</b>	<b>64 085</b>	<b>66 721</b>	<b>72 140</b>	<b>86 672</b>	<b>89 902</b>	<b>91 254</b>	<b>91 496</b>	<b>90 542</b>	<b>-1,0%</b>	<b>4,5%</b>
Comptes sur livrets	60 915	63 248	65 958	71 431	85 975	89 203	90 553	90 814	89 864	-1,0%	4,5%
Comptes épargne logement	779	837	763	709	697	699	701	682	678	-0,6%	-2,7%
<b>TOTAL M2</b>	<b>196 438</b>	<b>216 876</b>	<b>242 099</b>	<b>252 375</b>	<b>284 688</b>	<b>318 187</b>	<b>306 635</b>	<b>313 404</b>	<b>322 590</b>	<b>2,9%</b>	<b>13,3%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>77 721</b>	<b>92 426</b>	<b>116 682</b>	<b>141 908</b>	<b>144 306</b>	<b>144 889</b>	<b>171 044</b>	<b>173 423</b>	<b>170 876</b>	<b>-1,5%</b>	<b>18,4%</b>
Dépôts à terme	76 895	91 662	116 024	141 401	143 934	144 604	170 875	173 264	170 717	-1,5%	18,6%
Bons de caisse	826	764	658	507	372	285	169	159	159	0,0%	-57,3%
<b>Total M3</b>	<b>274 159</b>	<b>309 302</b>	<b>358 781</b>	<b>394 283</b>	<b>428 994</b>	<b>463 076</b>	<b>477 679</b>	<b>486 827</b>	<b>493 466</b>	<b>1,4%</b>	<b>15,0%</b>
<b>P1</b>	<b>5 310</b>	<b>6 149</b>	<b>5 291</b>	<b>4 499</b>	<b>4 164</b>	<b>4 189</b>	<b>4 135</b>	<b>4 132</b>	<b>4 022</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-3,4%</b>
Plans d'épargne logement	5 273	6 107	5 241	4 441	4 099	4 128	4 079	4 056	3 952	-2,6%	-3,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	37	42	50	58	65	61	56	76	70	-7,9%	7,7%
<b>M3+P1</b>	<b>279 469</b>	<b>315 451</b>	<b>364 072</b>	<b>398 782</b>	<b>433 158</b>	<b>467 265</b>	<b>481 814</b>	<b>490 959</b>	<b>497 488</b>	<b>1,3%</b>	<b>14,9%</b>



### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10*	sept.-10*	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>71 681</b>	<b>82 216</b>	<b>91 441</b>	<b>86 911</b>	<b>86 645</b>	<b>110 799</b>	<b>108 398</b>	<b>128 242</b>	<b>114 416</b>	<b>-10,8%</b>	<b>32,1%</b>
Institut d'émission	18 007	22 838	24 616	15 689	24 318	35 886	34 760	37 528	35 035	-6,6%	44,1%
Etablissements de crédit	53 674	59 378	66 825	71 222	62 327	74 913	73 638	90 714	79 381	-12,5%	27,4%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>10 938</b>	<b>12 380</b>	<b>13 733</b>	<b>14 405</b>	<b>16 038</b>	<b>16 154</b>	<b>16 414</b>	<b>16 607</b>	<b>16 607</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>191 540</b>	<b>214 706</b>	<b>253 607</b>	<b>292 967</b>	<b>326 311</b>	<b>336 123</b>	<b>352 867</b>	<b>341 978</b>	<b>362 443</b>	<b>6,0%</b>	<b>11,1%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	366 770	405 660	461 418	523 351	550 682	569 108	570 153	580 101	591 048	1,9%	7,3%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	175 230	190 954	207 811	230 384	224 371	232 985	217 286	238 123	228 605	-4,0%	1,9%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	35 242	38 907	42 154	47 451	49 928	50 094	50 223	51 676	17 809	-65,5%	-64,3%
Provisions sur créances douteuses	10 436	10 165	9 998	10 086	10 153	10 390	10 614	10 592	10 609	0,2%	4,5%
Engagements hors zone d'émission	117 927	121 478	140 330	161 502	144 380	146 929	143 353	145 983	136 868	-6,2%	-5,2%
Epargne contractuelle	5 311	6 149	5 291	4 500	4 164	4 189	4 135	4 132	4 022	-2,7%	-3,4%
Divers	6 314	14 255	10 038	6 845	15 746	21 383	8 961	25 740	59 297	130,4%	276,6%
<b>Total M3</b>	<b>274 159</b>	<b>309 302</b>	<b>358 781</b>	<b>394 283</b>	<b>428 994</b>	<b>463 076</b>	<b>477 679</b>	<b>486 827</b>	<b>493 466</b>	<b>1,4%</b>	<b>15,0%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-64 253</b>	<b>-62 100</b>	<b>-73 505</b>	<b>-90 280</b>	<b>-82 053</b>	<b>-72 016</b>	<b>-69 715</b>	<b>-55 269</b>	<b>-57 487</b>	<b>4,0%</b>	<b>-29,9%</b>

\*Certains éléments sont provisoires en juin et septembre 2010

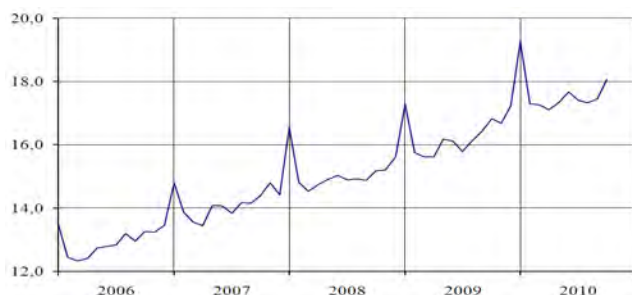




## 2.3 La circulation fiduciaire

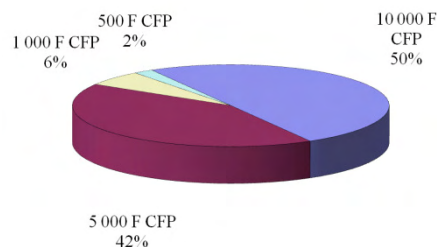
### Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2010



Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>3 593 452</b>	<b>3 651 855</b>	<b>3 827 282</b>	<b>3 931 530</b>	<b>4 208 102</b>	<b>4 771 924</b>	<b>4 088 037</b>	<b>4 117 007</b>	<b>4 305 485</b>	<b>4,6%</b>	<b>2,3%</b>	
10 000 F CFP	540 613	587 335	657 683	712 363	812 334	939 254	860 123	877 061	899 524	2,6%	10,7%	
5 000 F CFP	1 103 447	1 191 874	1 270 560	1 312 207	1 429 141	1 614 895	1 419 079	1 444 614	1 512 474	4,7%	5,8%	
1 000 F CFP	1 046 824	963 888	1 030 477	1 064 666	1 133 681	1 368 756	1 010 254	1 027 125	1 127 546	9,8%	-0,5%	
500 F CFP	902 568	908 758	868 562	842 294	832 946	849 019	798 581	768 207	765 941	-0,3%	-8,0%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>12 421</b>	<b>13 251</b>	<b>14 394</b>	<b>15 170</b>	<b>16 819</b>	<b>19 260</b>	<b>17 106</b>	<b>17 405</b>	<b>18 068</b>	<b>3,8%</b>	<b>7,4%</b>	
10 000 F CFP	5 406	5 873	6 577	7 124	8 123	9 393	8 601	8 771	8 995	2,6%	10,7%	
5 000 F CFP	5 517	5 959	6 353	6 561	7 146	8 075	7 095	7 223	7 562	4,7%	5,8%	
1 000 F CFP	1 047	964	1 031	1 065	1 134	1 369	1 010	1 027	1 128	9,8%	-0,5%	
500 F CFP	451	454	434	421	417	425	399	384	383	-0,3%	-8,0%	

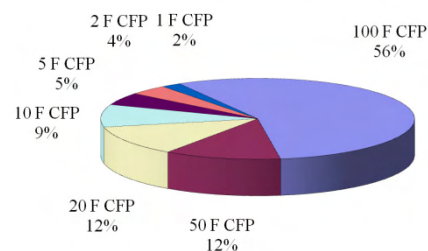
### Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin juin 2010



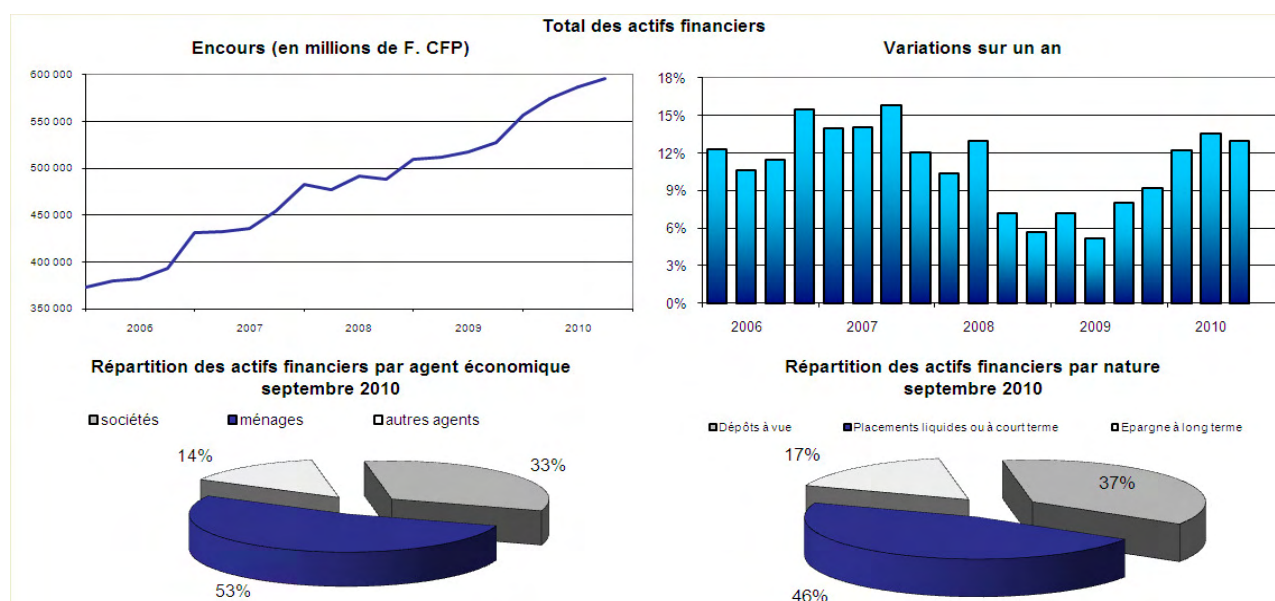
Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>92 550 318</b>	<b>97 219 932</b>	<b>102 948 151</b>	<b>108 487 564</b>	<b>114 332 554</b>	<b>116 437 433</b>	<b>117 165 981</b>	<b>118 473 993</b>	<b>119 693 767</b>	<b>1,0%</b>	<b>4,7%</b>	
100 F CFP	6 785 422	7 128 132	7 724 109	8 133 450	8 612 541	8 838 357	8 642 645	8 720 700	8 645 227	-0,9%	0,4%	
50 F CFP	2 868 276	2 994 641	3 190 977	3 318 716	3 492 140	3 625 933	3 557 952	3 620 487	3 742 068	3,4%	7,2%	
20 F CFP	6 962 864	7 363 256	7 832 892	8 320 773	8 852 716	9 092 135	9 112 907	9 273 558	9 411 756	1,5%	6,3%	
10 F CFP	10 058 644	10 610 177	11 270 907	11 983 358	12 737 090	13 056 290	13 229 810	13 432 857	13 612 250	1,3%	6,9%	
5 F CFP	11 639 632	12 331 056	13 097 176	14 006 654	15 230 302	15 629 234	15 843 650	16 049 283	16 309 179	1,6%	7,1%	
2 F CFP	23 269 936	24 273 851	25 757 927	27 144 416	28 344 541	28 672 571	28 967 588	29 253 644	29 542 995	1,0%	4,2%	
1 F CFP	30 965 544	32 518 819	34 074 163	35 580 197	37 063 224	37 522 913	37 811 429	38 123 464	38 430 292	0,8%	3,7%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 198</b>	<b>1 259</b>	<b>1 352</b>	<b>1 425</b>	<b>1 510</b>	<b>1 550</b>	<b>1 532</b>	<b>1 550</b>	<b>1 555</b>	<b>0,3%</b>	<b>2,9%</b>	
100 F CFP	679	713	772	813	861	884	864	872	865	-0,9%	0,4%	
50 F CFP	143	150	160	166	175	181	178	181	187	3,4%	7,2%	
20 F CFP	139	147	157	166	177	182	182	186	188	1,5%	6,3%	
10 F CFP	101	106	113	120	127	131	132	134	136	1,3%	6,8%	
5 F CFP	58	62	66	70	76	78	79	80	82	1,6%	7,0%	
2 F CFP	47	49	52	54	57	57	58	59	59	1,0%	4,2%	
1 F CFP	31	33	34	36	37	38	38	38	38	0,8%	3,5%	

## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

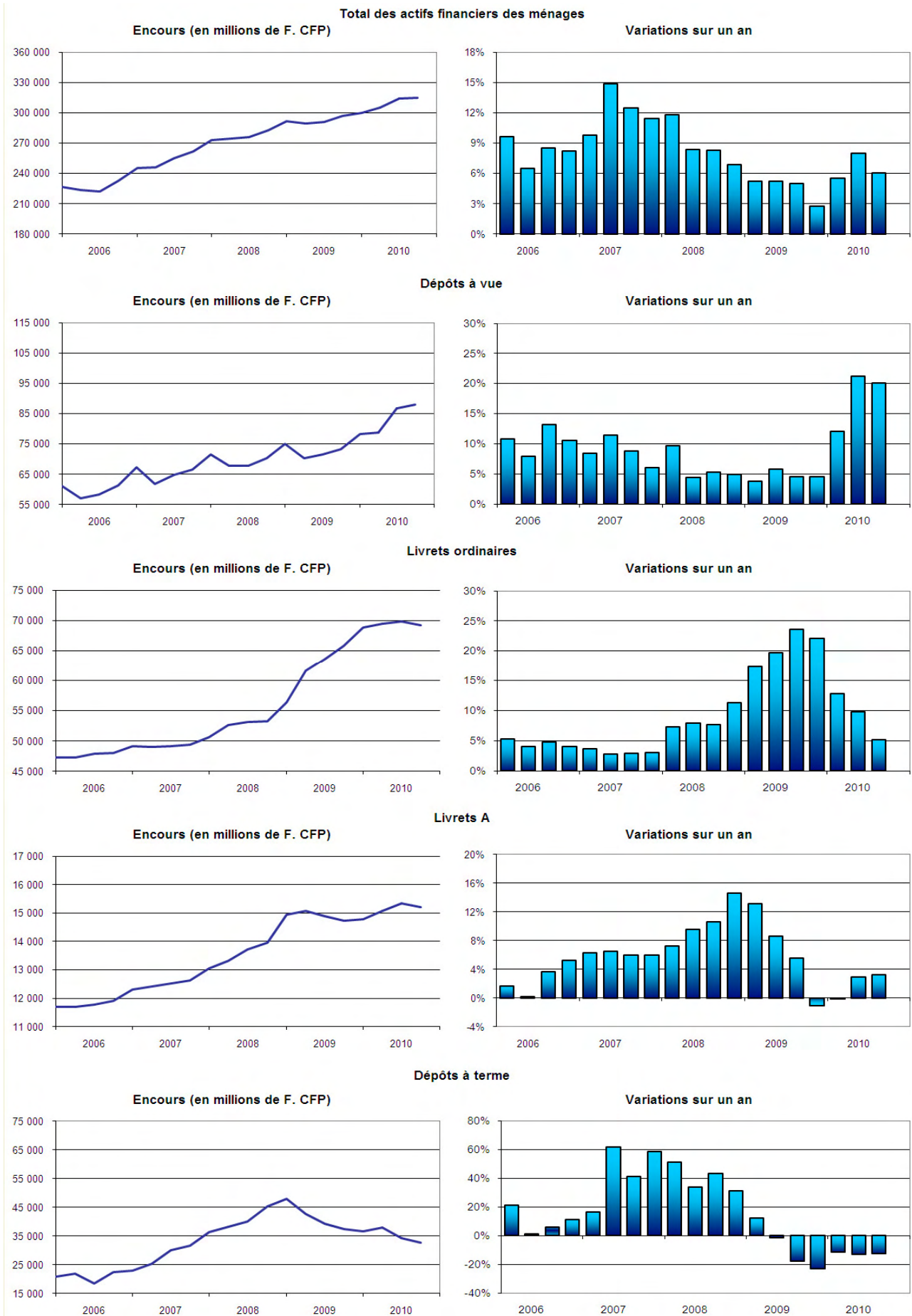
### 3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	93 934	115 878	144 072	147 005	158 490	187 129	182 303	164 615	195 258	18,6%	23,2%
Dépôts à vue	51 560	63 511	79 826	78 877	91 944	116 942	93 756	99 607	103 739	4,1%	12,8%
Placements liquides ou à court terme	35 240	49 791	61 715	66 797	65 595	69 094	87 452	63 612	90 116	41,7%	37,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	641	254	243	299	529	563	601	460	470	2,2%	-11,2%
Placements indexés sur les taux du marché	34 599	49 537	61 472	66 498	65 066	68 531	86 851	63 152	89 646	42,0%	37,8%
dont comptes à terme	32 796	44 744	55 757	61 250	59 977	62 069	81 434	57 884	84 466	45,9%	40,8%
dont OPCVM monétaires	1 803	4 794	5 714	5 249	5 089	6 462	5 417	5 267	5 180	-1,7%	1,8%
Placements à long terme	7 134	2 576	2 531	1 331	951	1 093	1 095	1 396	1 403	0,5%	47,5%
dont OPCVM non monétaires	7 114	2 565	2 527	1 329	949	1 081	1 081	1 340	1 348	0,6%	42,0%
<b>Ménages</b>	214 110	232 315	261 349	282 903	297 045	299 753	304 912	305 813	314 904	3,0%	6,0%
Dépôts à vue	54 118	61 265	66 629	70 153	73 361	78 287	78 684	86 744	88 053	1,5%	20,0%
Placements liquides ou à court terme	92 341	96 729	111 447	130 959	131 460	133 842	135 515	124 003	129 513	4,4%	-1,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	58 258	60 976	63 039	68 159	81 521	84 567	85 827	86 121	85 360	-0,9%	4,7%
Livrets ordinaires	45 830	48 008	49 404	53 219	65 791	68 769	69 513	69 783	69 156	-0,9%	5,1%
Livrets A et bleus	11 485	11 905	12 621	13 962	14 735	14 779	15 067	15 330	15 207	-0,8%	3,2%
Livrets jeunes	173	230	254	272	301	322	546	327	319	-2,4%	6,0%
Comptes d'épargne logement	770	833	760	706	693	697	701	682	678	-0,6%	-2,2%
Placements indexés sur les taux du marché	34 083	35 753	48 408	62 800	49 939	49 275	49 688	37 882	44 153	16,6%	-11,6%
dont comptes à terme	21 238	22 458	31 693	45 444	37 394	36 732	37 917	26 327	32 587	23,8%	-12,9%
dont bons de caisse	826	764	658	507	372	285	169	16	159	893,8%	-57,3%
dont OPCVM monétaires	12 019	12 532	16 056	16 850	12 173	12 258	11 603	11 539	11 407	-1,1%	-6,3%
Placements à long terme	67 651	74 321	83 273	81 791	92 224	87 624	90 713	95 066	97 338	2,4%	5,5%
Plans d'épargne logement	5 258	6 072	5 207	4 416	4 091	4 125	4 076	4 016	3 949	-1,7%	-3,5%
Autres comptes d'épargne	37	42	50	58	65	61	56	76	70	-7,9%	7,7%
Portefeuille-titres	3 683	3 692	5 013	3 158	4 436	4 342	4 574	4 219	4 451	5,5%	0,3%
OPCVM non monétaires	7 127	6 696	4 801	2 797	2 470	2 688	2 899	2 723	2 933	7,7%	18,7%
Contrats d'assurance-vie	51 546	57 819	68 202	71 362	81 162	76 408	79 108	83 995	85 935	2,3%	5,9%
<b>Autres agents</b>	44 708	44 966	49 976	58 166	71 812	70 332	87 090	117 248	85 829	-26,8%	19,5%
Dépôts à vue	18 289	16 768	16 985	18 938	19 815	18 949	29 917	22 289	26 597	19,3%	34,2%
Placements liquides ou à court terme	25 655	27 338	32 035	38 434	51 232	50 621	56 396	94 157	58 422	-38,0%	14,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 794	2 855	3 439	3 683	4 622	4 772	4 826	4 915	4 711	-4,2%	1,9%
Placements indexés sur les taux du marché	22 861	24 483	28 596	34 751	46 610	45 849	51 570	89 242	53 711	-39,8%	15,2%
dont comptes à terme	22 861	24 461	28 574	34 707	46 564	45 804	51 524	89 052	53 664	-39,7%	15,2%
Placements à long terme	764	860	956	794	765	762	777	802	810	1,0%	5,9%
<b>TOTAL</b>	352 752	393 159	455 397	488 074	527 347	557 214	574 305	587 676	595 991	1,4%	13,0%
Dépôts à vue	123 967	141 544	163 440	167 968	185 120	214 178	202 357	208 640	218 389	4,7%	18,0%
Placements liquides ou à court terme	153 236	173 858	205 197	236 190	248 287	253 557	279 363	281 772	278 051	-1,3%	12,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	61 693	64 085	66 721	72 141	86 672	89 902	91 254	91 496	90 541	-1,0%	4,5%
Placements indexés sur les taux du marché	91 543	109 773	138 476	164 049	161 615	163 655	188 109	190 276	187 510	-1,5%	16,0%
Placements à long terme	75 549	77 757	86 760	83 916	93 940	89 479	92 585	97 264	99 551	2,4%	6,0%



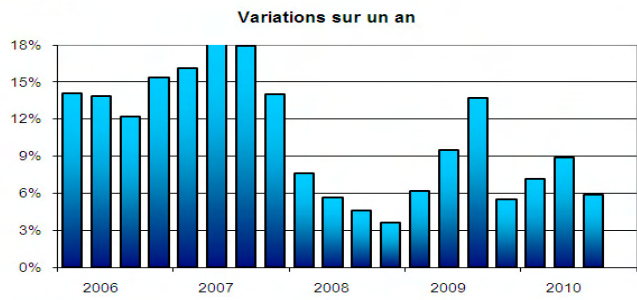
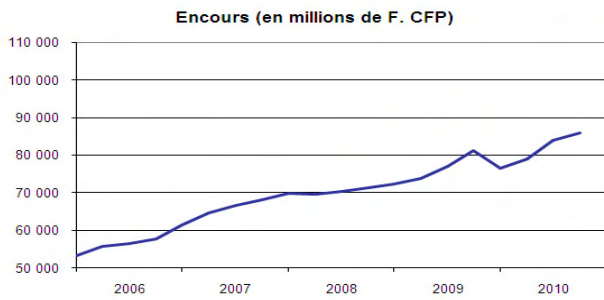
# Conjoncture financière et bancaire

## Les avoirs des ménages

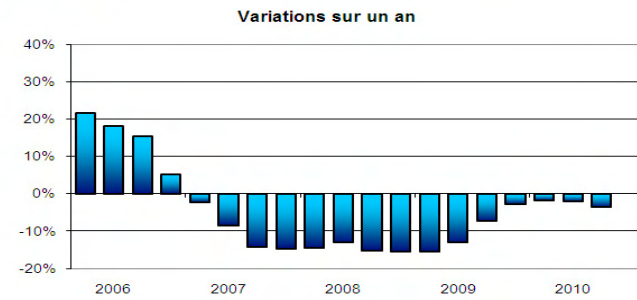
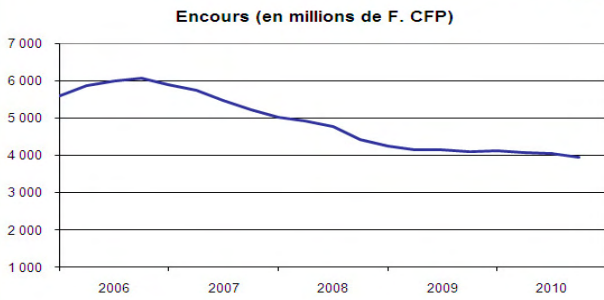


# Conjoncture financière et bancaire

## Contrats d'assurance-vie

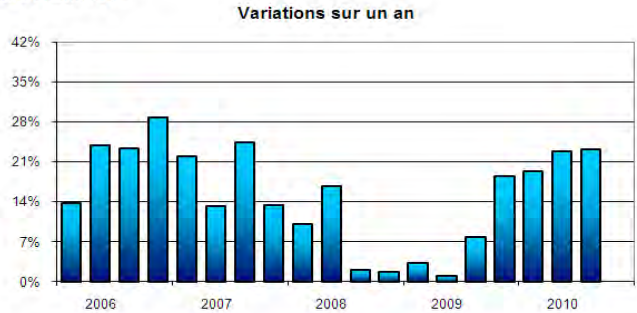
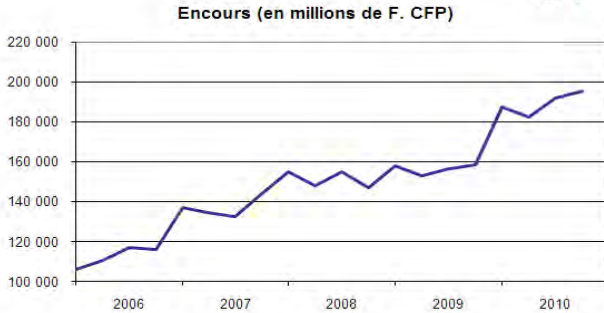


## Plans d'épargne logement

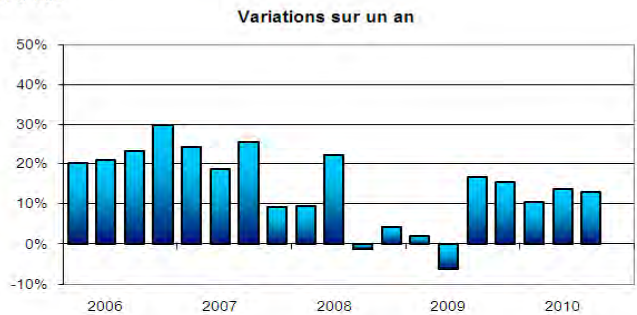
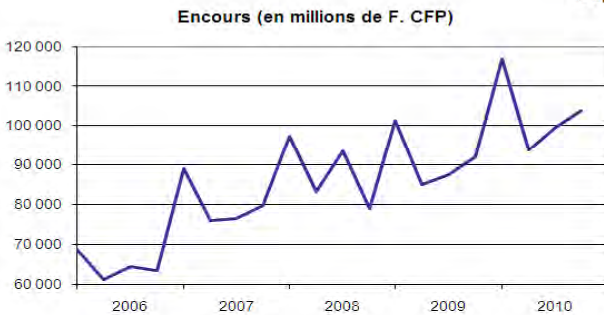


## Les avoirs des sociétés

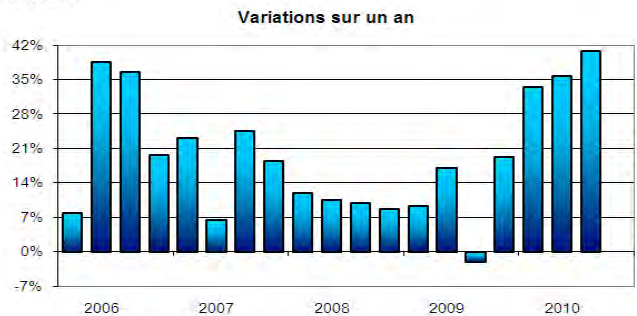
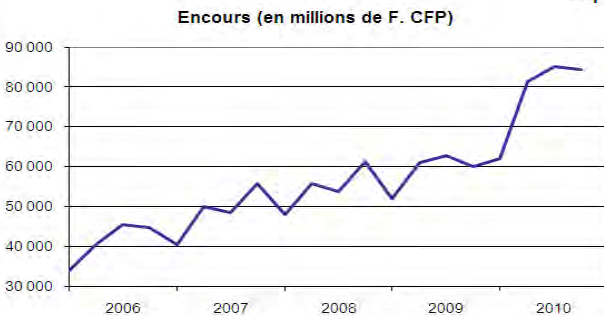
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue



### Dépôts à terme

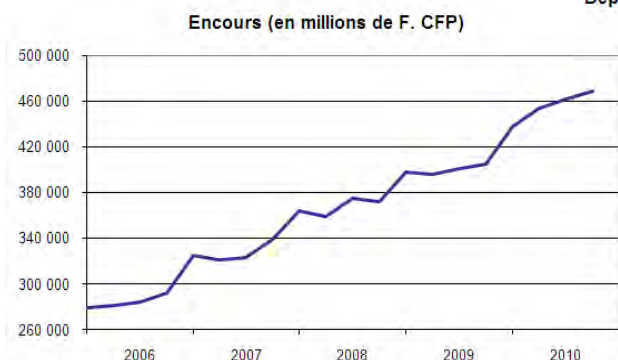


# Conjoncture financière et bancaire

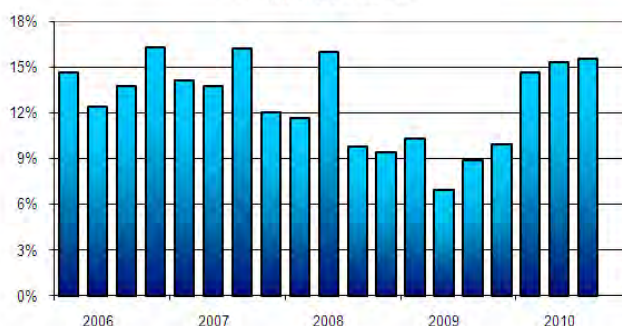
## 3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an	
<b>Dépôts locaux</b>	256 787	291 974	339 202	372 225	405 139	437 871	453 202	461 942	468 188	1,4%	15,6%	
<b>Dépôts à vue</b>	123 967	141 544	163 440	167 969	185 120	214 179	202 357	208 639	218 389	4,7%	18,0%	
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	55 099	58 004	59 080	62 348	75 713	78 803	79 801	79 880	78 923	-1,2%	4,2%	
Livrets ordinaires	48 838	50 788	52 772	56 867	70 550	73 593	74 418	74 739	73 904	-1,1%	4,8%	
Livrets jeunes	173	230	254	273	302	322	547	327	319	-2,4%	5,6%	
Comptes d'épargne logement	778	837	763	709	697	699	701	682	678	-0,6%	-2,7%	
Plans d'épargne logement	5 273	6 107	5 241	4 441	4 099	4 128	4 079	4 019	3 952	-1,7%	-3,6%	
Autres comptes d'épargne	37	42	50	58	65	61	56	76	70	-7,9%	7,7%	
<b>Dépôts à terme</b>	76 895	91 662	116 024	141 401	143 934	144 604	170 875	173 264	170 717	-1,5%	18,6%	
<b>Bons de caisse</b>	826	764	658	507	372	285	169	159	159	0,0%	-57,3%	
<b>Epargne HZE</b>	95 963	101 186	116 195	115 851	122 209	119 345	121 105	125 732	127 805	1,6%	4,6%	
Livrets A et bleus	11 903	12 230	12 932	14 291	15 124	15 288	15 589	15 748	15 641	-0,7%	3,4%	
Actions	2 947	3 606	4 930	3 083	3 716	3 482	3 689	3 360	3 512	4,5%	-5,5%	
Obligations	755	97	87	78	723	873	899	915	995	8,7%	37,6%	
OPCVM monétaires	13 822	17 348	21 793	22 143	17 308	18 766	17 066	16 852	16 633	-1,3%	-3,9%	
OPCVM non monétaires	14 990	10 086	8 251	4 894	4 176	4 528	4 754	4 862	5 089	4,7%	21,9%	
Contrats d'assurance-vie	51 546	57 819	68 202	71 362	81 162	76 408	79 108	83 995	85 935	2,3%	5,9%	
<b>TOTAL</b>	352 750	393 160	455 397	488 076	527 348	557 216	574 307	587 674	595 993	1,4%	13,0%	

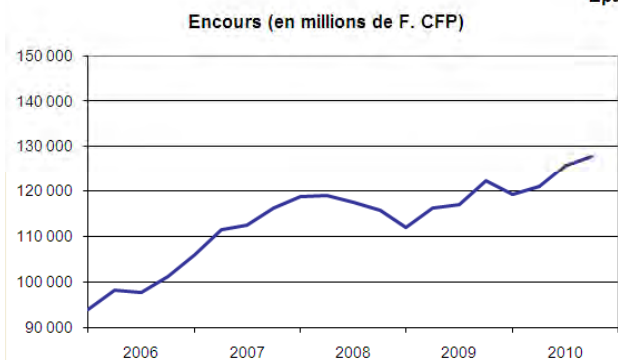
Dépôts locaux



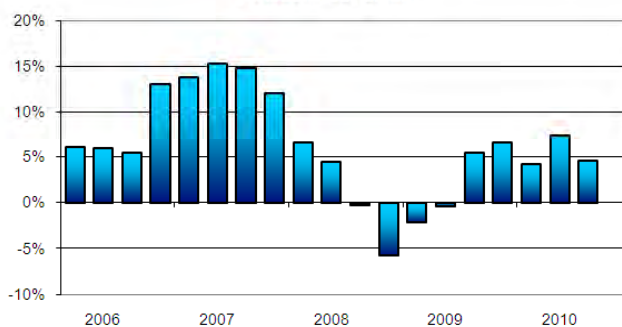
Variations sur un an



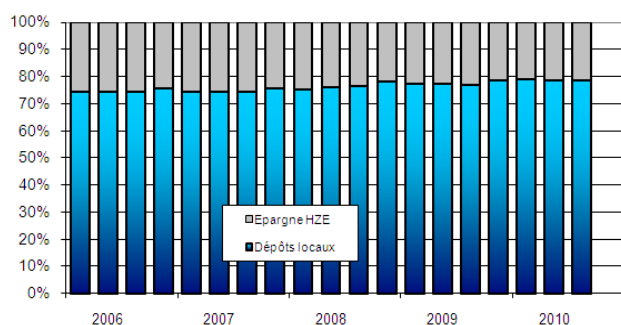
Epargne HZE



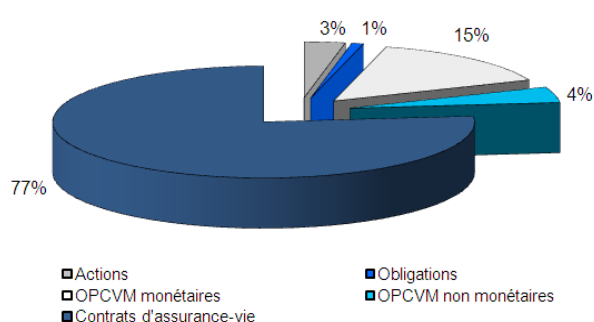
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE septembre 2010



## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

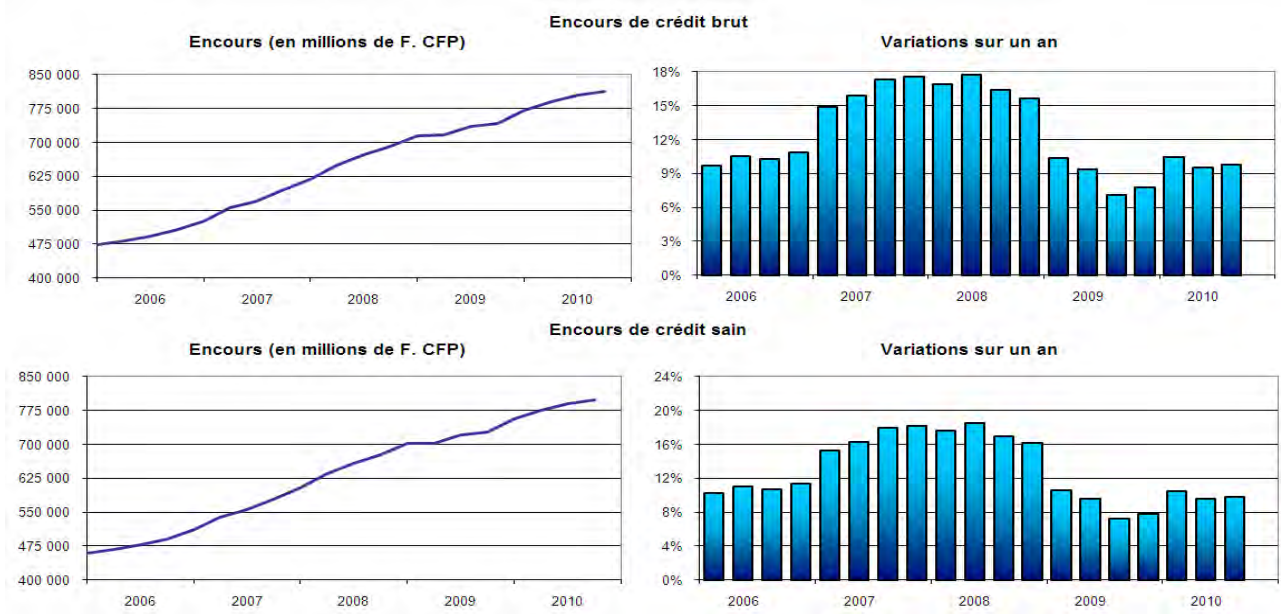
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

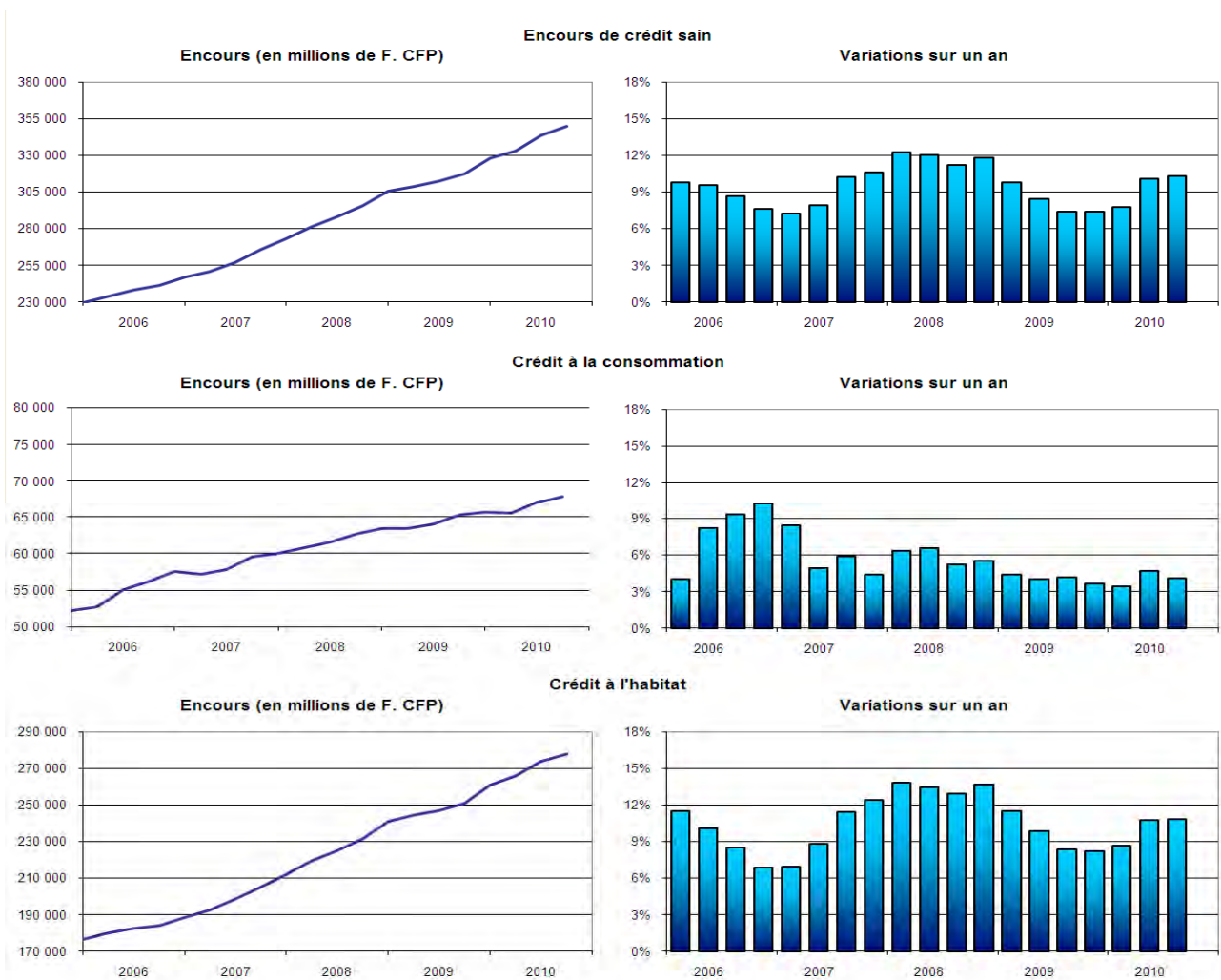
### 4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>179 191</b>	<b>206 807</b>	<b>267 591</b>	<b>333 030</b>	<b>364 064</b>	<b>382 005</b>	<b>385 561</b>	<b>388 958</b>	<b>392 898</b>	<b>1,0%</b>	<b>7,9%</b>
Crédits d'exploitation	58 393	64 770	68 667	79 228	76 084	76 575	65 046	70 924	71 207	0,4%	-6,4%
Créances commerciales	3 081	3 423	3 190	3 521	3 434	4 047	3 669	4 045	4 457	10,2%	29,8%
Crédits de trésorerie	29 880	33 234	39 636	46 664	45 270	44 016	36 452	39 540	39 976	1,1%	-11,7%
dont entrepreneurs individuels	1 728	1 664	1 533	1 451	1 523	1 455	1 439	1 509	1 502	-0,5%	-1,4%
Comptes ordinaires débiteurs	25 432	28 113	25 841	29 044	27 380	28 512	24 925	27 339	26 775	-2,1%	-2,2%
Crédits d'investissement	83 301	92 277	138 019	183 942	201 075	206 207	214 958	212 083	213 291	0,6%	6,1%
Crédits à l'équipement	73 246	82 356	127 512	173 287	191 826	197 160	206 232	203 003	204 267	0,6%	6,5%
dont entrepreneurs individuels	6 062	6 577	7 131	8 272	8 305	8 787	8 873	8 904	9 150	2,8%	10,2%
Crédit-bail	10 055	9 921	10 506	10 655	9 249	9 048	8 727	9 079	9 024	-0,6%	-2,4%
Crédits à la construction	36 593	45 944	55 153	62 736	79 611	91 740	97 574	96 750	99 472	2,8%	24,9%
Autres crédits	904	3 816	5 752	7 124	7 294	7 483	7 983	9 201	8 928	-3,0%	22,4%
<b>Ménages</b>	<b>221 807</b>	<b>241 050</b>	<b>265 600</b>	<b>295 373</b>	<b>317 175</b>	<b>328 201</b>	<b>332 826</b>	<b>343 794</b>	<b>349 930</b>	<b>1,8%</b>	<b>10,3%</b>
Crédits à la consommation	51 445	56 247	59 537	62 637	65 236	65 707	65 597	67 050	67 879	1,2%	4,1%
Crédits de trésorerie	37 993	40 881	43 540	46 654	49 721	50 837	50 581	51 381	52 701	2,6%	6,0%
Comptes ordinaires débiteurs	2 985	3 834	3 253	2 926	3 201	2 913	3 285	3 889	3 440	-11,5%	7,5%
Crédit-bail	10 467	11 532	12 744	13 057	12 315	11 957	11 730	11 780	11 738	-0,4%	-4,7%
Crédits à l'habitat	169 518	183 925	204 992	231 415	250 725	260 763	265 571	273 616	277 786	1,5%	10,8%
Autres crédits	844	878	1 071	1 321	1 214	1 731	1 658	3 128	4 265	36,3%	251,3%
<b>Collectivités locales</b>	<b>34 091</b>	<b>34 580</b>	<b>36 536</b>	<b>38 913</b>	<b>35 134</b>	<b>36 060</b>	<b>45 986</b>	<b>46 590</b>	<b>44 358</b>	<b>-4,8%</b>	<b>26,3%</b>
Crédits d'exploitation	657	1 866	3 299	4 707	2 905	3 201	4 245	4 170	3 220	-22,8%	10,8%
Crédits de trésorerie	607	1 533	3 239	4 669	2 668	3 167	3 316	3 181	2 287	-28,1%	-14,3%
Comptes ordinaires débiteurs	50	333	60	39	237	34	929	989	933	-5,7%	293,7%
Crédits d'investissement	31 998	31 460	32 124	33 243	31 420	32 118	41 010	41 701	40 430	-3,0%	28,7%
Crédits à l'équipement	31 985	31 451	32 105	33 174	31 265	31 971	40 856	41 665	40 249	-3,4%	28,7%
Crédit-bail	14	9	19	69	155	147	154	36	181	402,8%	16,8%
Crédits à l'habitat	784	664	587	507	426	395	386	377	367	-2,7%	-13,8%
Autres crédits	652	590	526	456	383	346	345	342	341	-0,3%	-11,0%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>8 457</b>	<b>8 593</b>	<b>9 439</b>	<b>10 083</b>	<b>9 985</b>	<b>9 732</b>	<b>11 022</b>	<b>10 188</b>	<b>10 831</b>	<b>6,3%</b>	<b>8,5%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>443 546</b>	<b>491 030</b>	<b>579 166</b>	<b>677 399</b>	<b>726 358</b>	<b>755 998</b>	<b>775 395</b>	<b>789 530</b>	<b>798 017</b>	<b>1,1%</b>	<b>9,9%</b>
Créances douteuses brutes	15 414	15 468	15 050	14 283	14 599	15 027	15 066	15 382	15 532	1,0%	6,4%
Créances douteuses nettes	4 978	5 303	5 052	4 197	4 446	4 637	4 452	4 790	4 923	2,8%	10,7%
dont entreprises	3 859	3 696	3 489	2 814	2 787	2 896	2 738	2 907	3 180	9,4%	14,1%
dont ménages	1 425	1 691	1 846	1 728	2 064	2 114	2 213	2 399	2 188	-8,8%	6,0%
Provisions	10 436	10 165	9 998	10 086	10 153	10 390	10 614	10 592	10 609	0,2%	4,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>458 960</b>	<b>506 498</b>	<b>594 216</b>	<b>691 682</b>	<b>740 957</b>	<b>771 025</b>	<b>790 461</b>	<b>804 912</b>	<b>813 549</b>	<b>1,1%</b>	<b>9,8%</b>
Taux de créances douteuses	3,5%	3,2%	2,6%	2,1%	2,0%	2,0%	1,9%	1,9%	1,9%	0 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	67,7%	65,7%	66,4%	70,6%	69,5%	69,1%	70,5%	68,9%	68,3%	-0,6 pt	-1,2 pt

# Conjoncture financière et bancaire

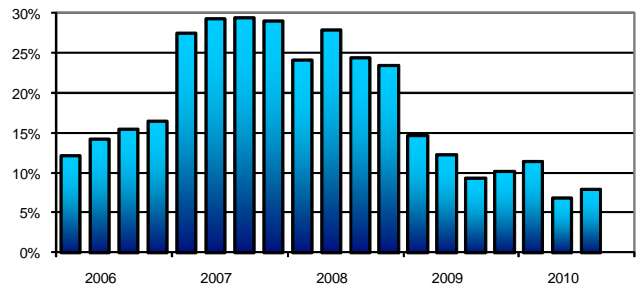
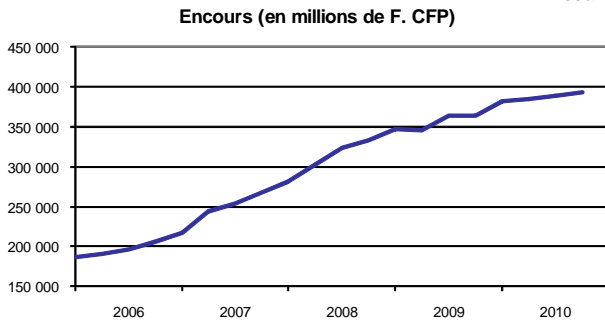


## L'endettement des ménages

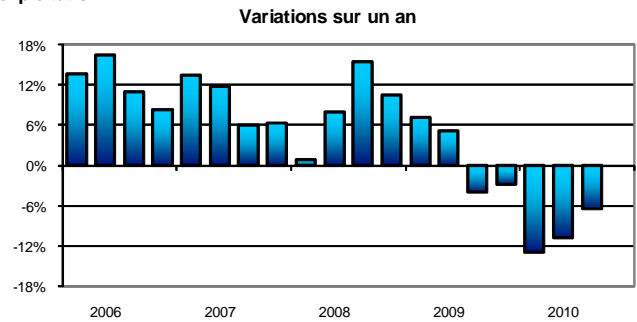
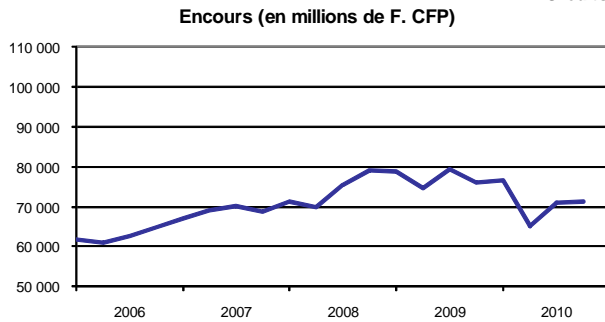


## L'endettement des entreprises

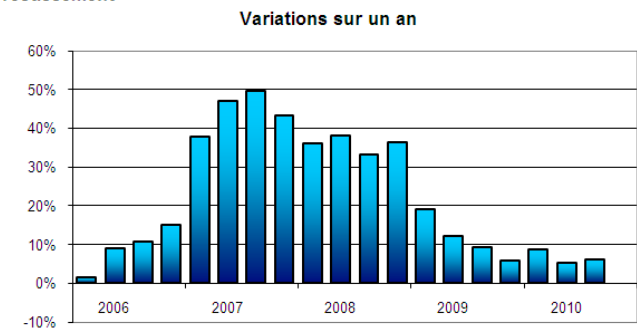
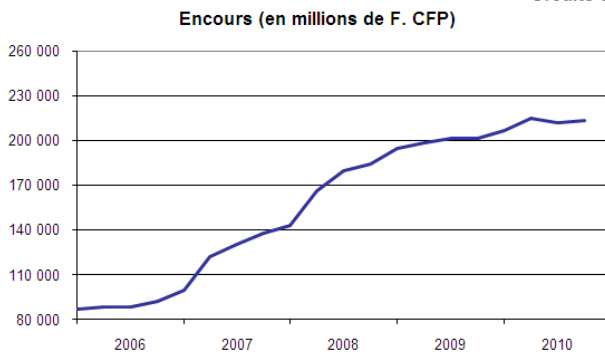
### Encours de crédit sain



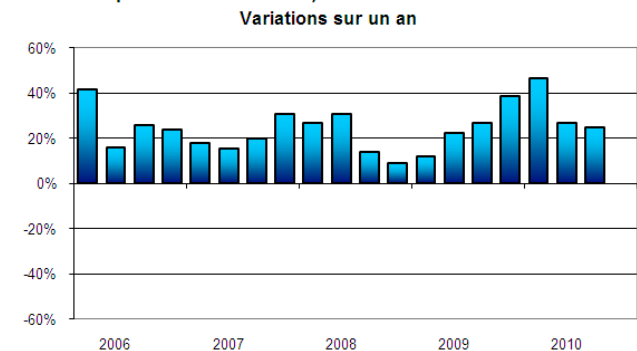
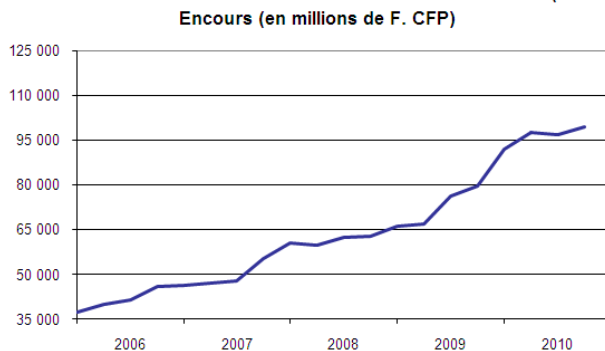
### Crédits d'exploitation



### Crédits d'investissement



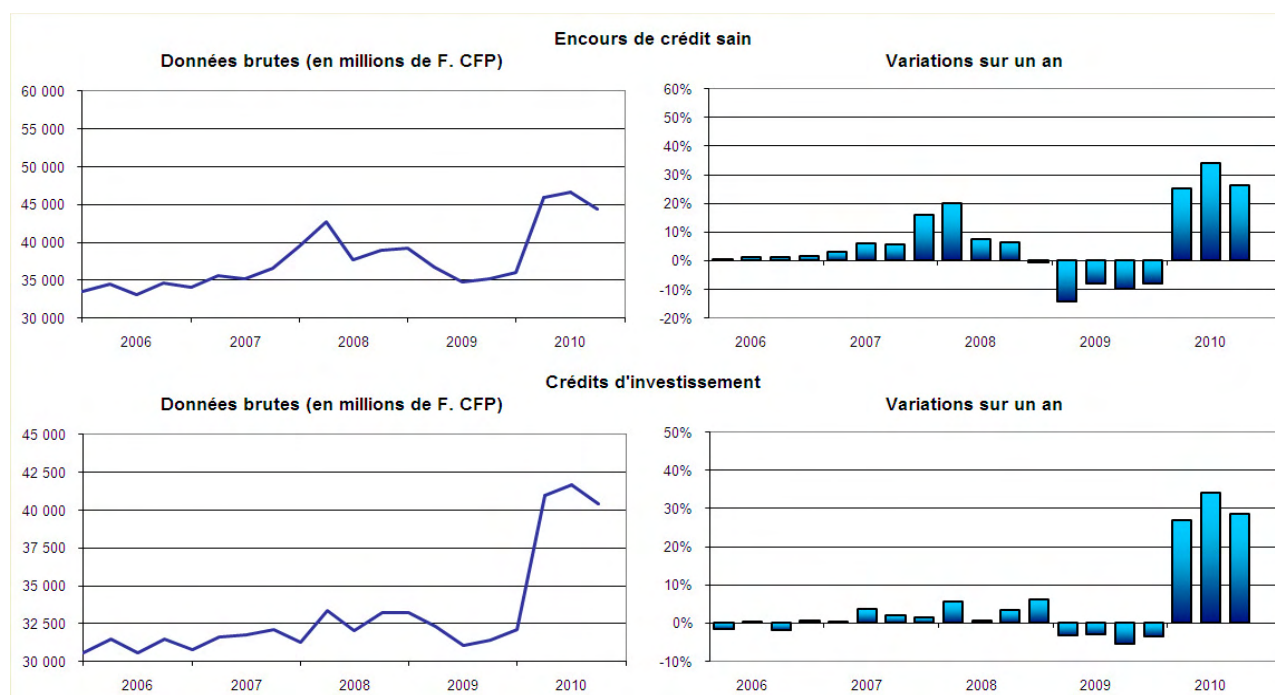
### Crédits à la construction (dont habitat social et promotion immobilière)





# Conjoncture financière et bancaire

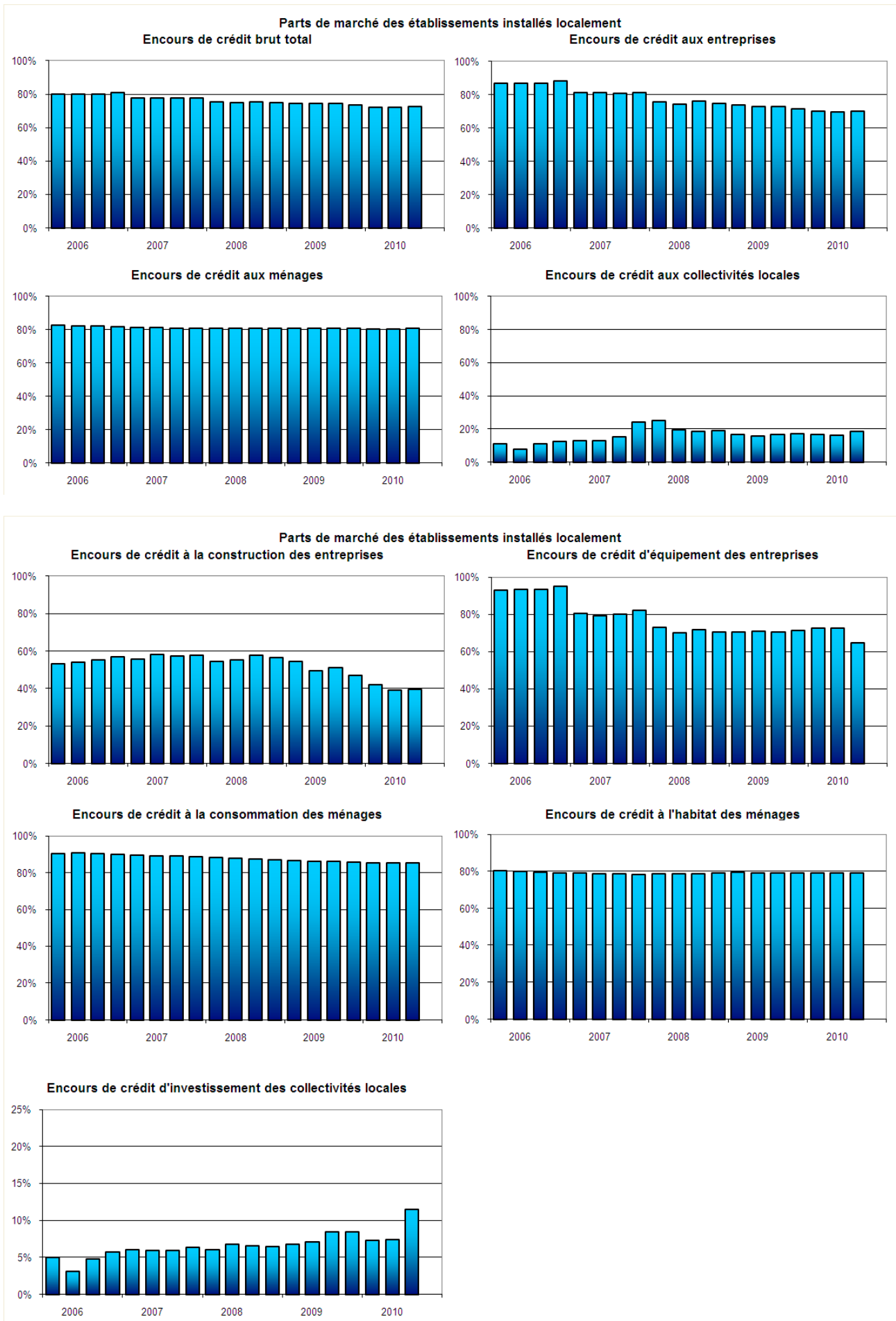
## L'endettement des collectivités locales



## 4.2 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>154 885</b>	<b>179 934</b>	<b>216 528</b>	<b>254 109</b>	<b>265 134</b>	<b>273 860</b>	<b>270 027</b>	<b>271 070</b>	<b>275 235</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,8%</b>
Crédits d'exploitation	58 393	64 770	68 595	79 213	76 084	76 575	65 036	70 923	71 207	0,4%	-6,4%
Créances commerciales	3 081	3 423	3 190	3 521	3 434	4 047	3 669	4 045	4 457	10,2%	29,8%
Crédits de trésorerie	29 880	33 234	39 636	46 649	45 270	44 016	36 452	39 540	39 976	1,1%	-11,7%
dont entrepreneurs individuels	1 728	1 664	1 533	1 451	1 523	1 455	1 439	1 509	1 502	-0,5%	-1,4%
Comptes ordinaires débiteurs	25 432	28 113	25 769	29 044	27 380	28 512	24 915	27 338	26 775	-2,1%	-2,2%
Crédits d'investissement	75 945	86 146	110 655	132 317	141 621	147 019	156 396	153 509	156 337	1,8%	10,4%
Crédits à l'équipement	65 890	76 225	100 247	121 720	132 444	138 073	147 763	144 525	147 411	2,0%	11,3%
dont entrepreneurs individuels	6 062	6 577	7 128	8 183	8 190	8 677	8 790	8 822	9 069	2,8%	10,7%
Crédit-bail	10 055	9 921	10 408	10 597	9 177	8 947	8 634	8 983	8 926	-0,6%	-2,7%
Crédits à la construction	19 909	25 386	31 755	36 146	40 706	43 293	41 122	37 947	39 273	3,5%	-3,5%
Autres crédits	638	3 632	5 523	6 433	6 723	6 973	7 473	8 691	8 418	-3,1%	25,2%
<b>Ménages</b>	<b>185 115</b>	<b>197 841</b>	<b>215 056</b>	<b>238 648</b>	<b>255 879</b>	<b>264 957</b>	<b>267 867</b>	<b>277 228</b>	<b>282 593</b>	<b>1,9%</b>	<b>10,4%</b>
Crédits à la consommation	46 849	50 800	52 971	54 778	56 306	56 456	56 044	57 196	58 052	1,5%	3,1%
Crédits de trésorerie	33 397	35 434	36 974	38 796	40 791	41 586	41 029	41 527	42 874	3,2%	5,1%
Comptes ordinaires débiteurs	2 985	3 834	3 253	2 925	3 201	2 913	3 285	3 889	3 440	-11,5%	7,5%
Crédit-bail	10 467	11 532	12 744	13 057	12 315	11 957	11 730	11 780	11 738	-0,4%	-4,7%
Crédits à l'habitat	137 424	146 163	161 014	182 549	198 359	206 770	210 165	216 904	220 276	1,6%	11,0%
Autres crédits	842	878	1 071	1 321	1 214	1 731	1 658	3 128	4 265	36,3%	251,3%
<b>Collectivités locales</b>	<b>2 899</b>	<b>3 824</b>	<b>5 635</b>	<b>7 269</b>	<b>5 911</b>	<b>6 238</b>	<b>7 571</b>	<b>7 596</b>	<b>8 218</b>	<b>8,2%</b>	<b>39,0%</b>
Crédits d'exploitation	657	1 866	3 299	4 707	2 902	3 201	4 245	4 170	3 220	-22,8%	11,0%
Crédits de trésorerie	607	1 533	3 239	4 669	2 668	3 167	3 316	3 181	2 287	-28,1%	-14,3%
Comptes ordinaires débiteurs	50	333	60	39	234	34	929	989	933	-5,7%	298,7%
Crédits d'investissement	1 693	1 494	1 911	2 177	2 663	2 700	2 998	3 107	4 689	50,9%	76,1%
Crédits à l'équipement	1 680	1 485	1 892	2 108	2 508	2 553	2 844	3 071	4 508	46,8%	79,7%
Crédit-bail	14	9	19	69	155	147	154	36	181	402,8%	16,8%
Crédits à l'habitat	549	464	425	385	346	337	328	319	309	-3,1%	-10,7%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>8 457</b>	<b>8 593</b>	<b>9 435</b>	<b>9 456</b>	<b>9 410</b>	<b>9 297</b>	<b>9 918</b>	<b>9 080</b>	<b>9 724</b>	<b>7,1%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>351 356</b>	<b>390 192</b>	<b>446 654</b>	<b>509 482</b>	<b>536 334</b>	<b>554 352</b>	<b>555 383</b>	<b>564 974</b>	<b>575 770</b>	<b>1,9%</b>	<b>7,4%</b>
Créances douteuses brutes	15 414	15 468	14 764	13 869	14 348	14 756	14 770	15 127	15 278	1,0%	6,5%
Créances douteuses nettes	4 978	5 303	4 766	3 783	4 195	4 366	4 156	4 535	4 669	3,0%	11,3%
dont entreprises	3 834	3 696	3 192	2 400	2 536	2 625	2 442	2 652	2 926	10,3%	15,4%
dont ménages	1 116	1 537	1 524	1 336	1 623	1 706	1 677	1 882	1 742	-7,4%	7,3%
Provisions	10 436	10 165	9 998	10 086	10 153	10 390	10 614	10 592	10 609	0,2%	4,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>366 770</b>	<b>405 660</b>	<b>461 418</b>	<b>523 351</b>	<b>550 682</b>	<b>569 108</b>	<b>570 153</b>	<b>580 101</b>	<b>591 048</b>	<b>1,9%</b>	<b>7,3%</b>
Taux de créances douteuses	4,4%	4,0%	3,3%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	0 pt	0 pt
Taux de provisionnement	67,7%	65,7%	67,7%	72,7%	70,8%	70,4%	71,9%	70,0%	69,4%	-0,6 pt	-1,4 pt

# Conjoncture financière et bancaire



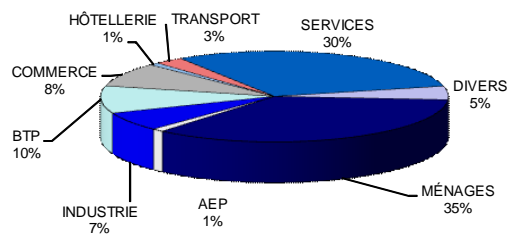
## 5. Les engagements bancaires

Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités mais se limitent aux cinq derniers trimestres disponibles.

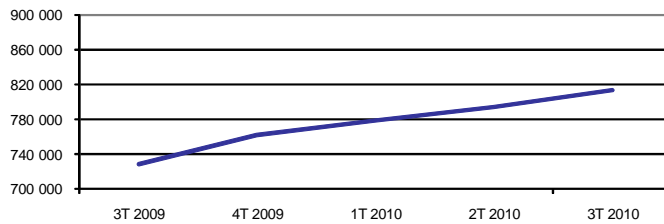
### 5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 30 septembre 2010

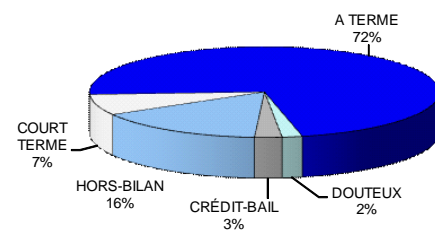


### ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

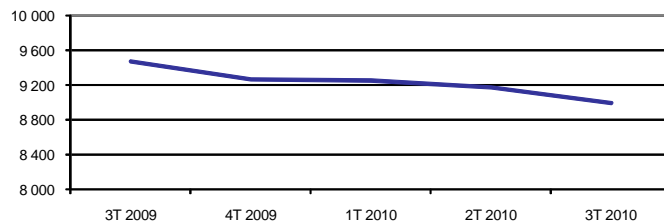


Structure en %

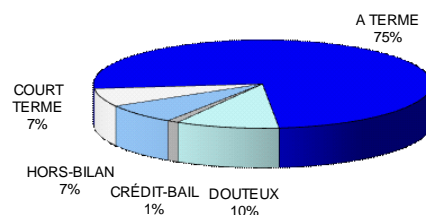


### AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

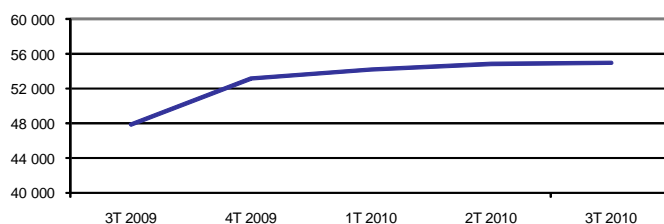


Structure en %

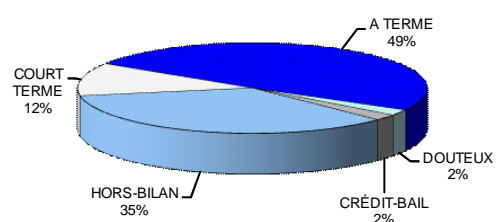


### INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



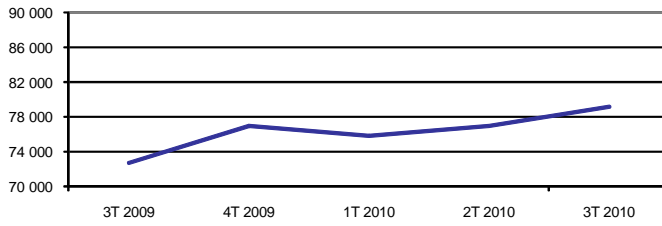
Structure en %



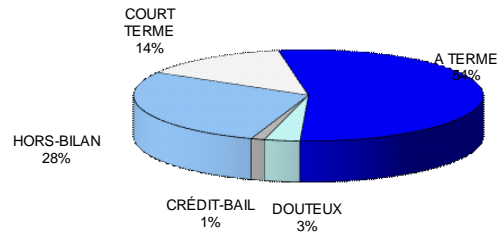
# Conjoncture financière et bancaire

## BTP

Encours en millions de F CFP

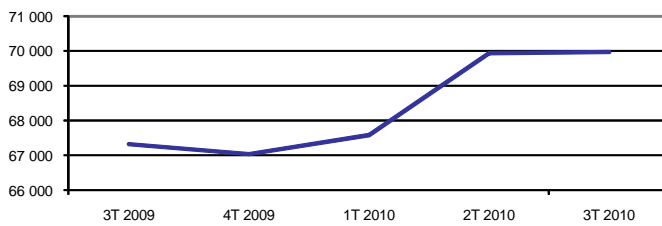


Structure en %

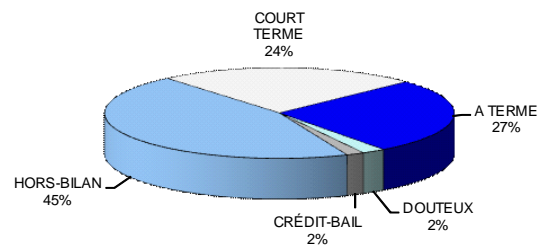


## COMMERCE

Encours en millions de F CFP

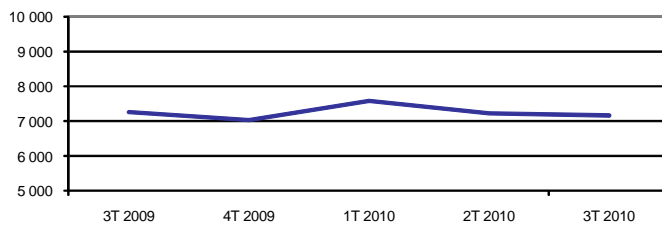


Structure en %

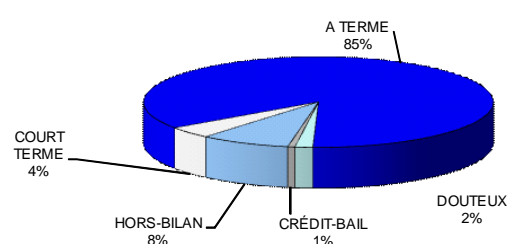


## HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

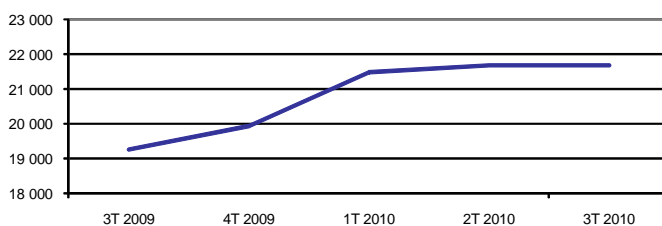


Structure en %

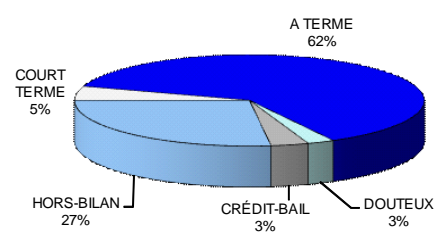


## TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

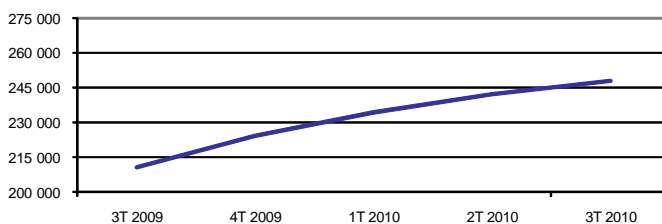


Structure en %

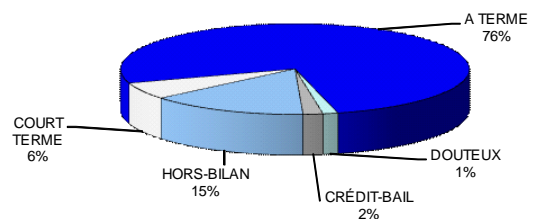


## SERVICES

Encours en millions de F CFP



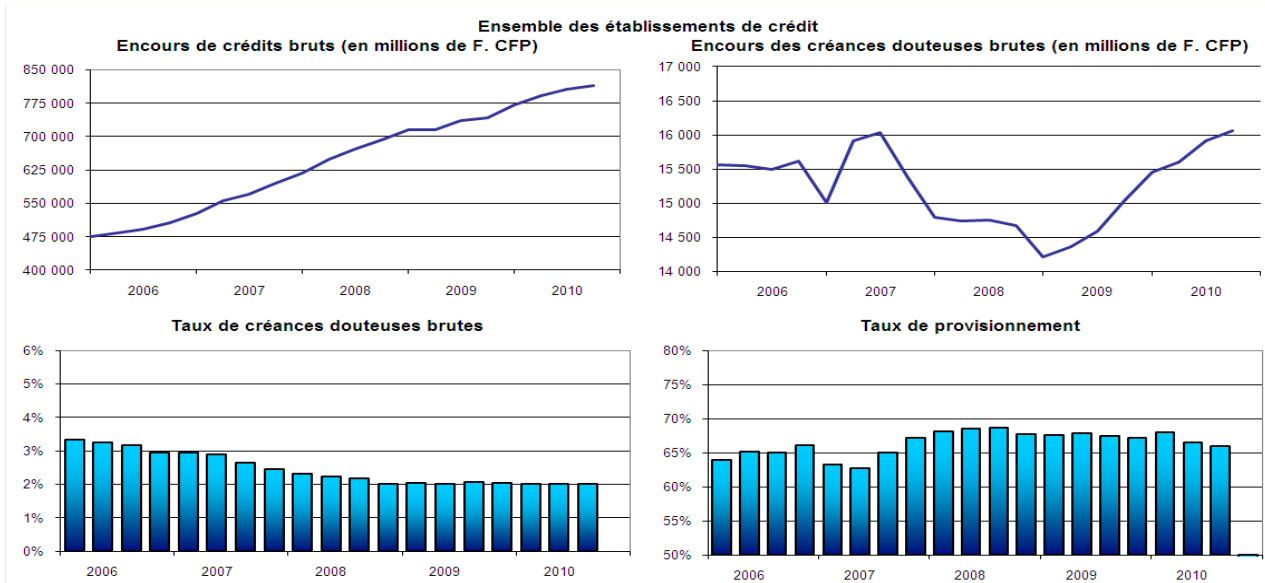
Structure en %



# Conjoncture financière et bancaire

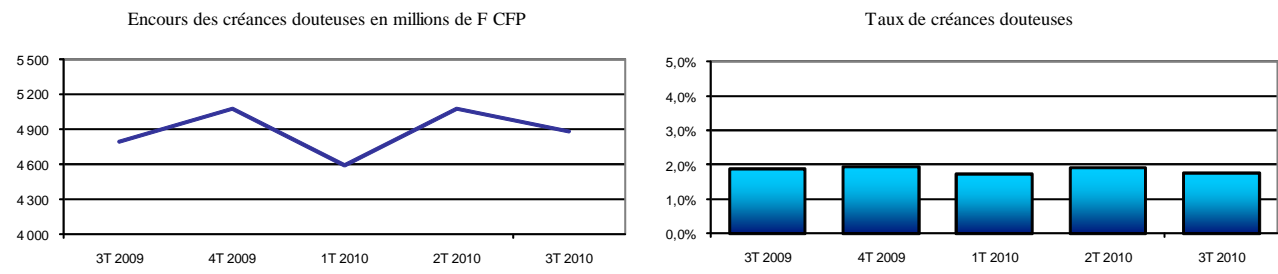
## 5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

### Les indicateurs globaux (source : BAFI)

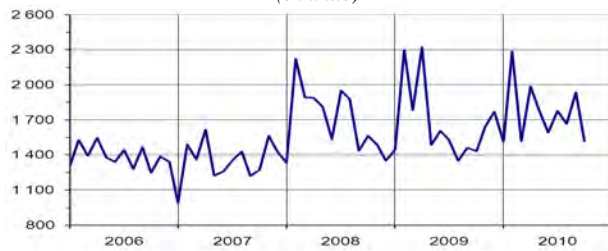


### Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

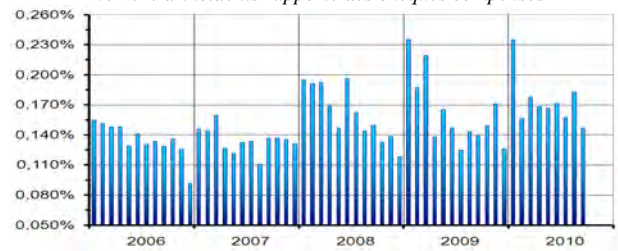
#### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES MÉNAGES DÉCLARÉS AU SCR



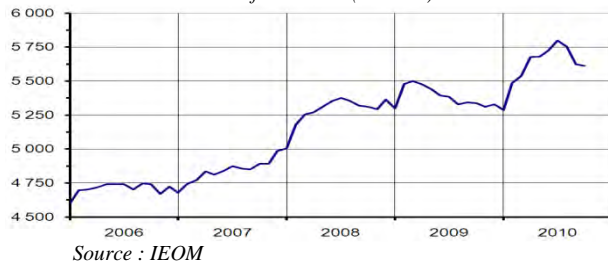
#### Incidents de paiement sur chèques (en unité)



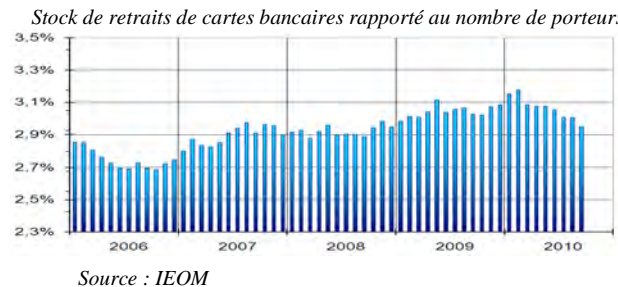
#### Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



#### Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



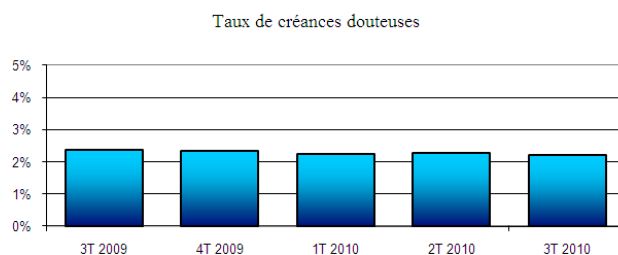
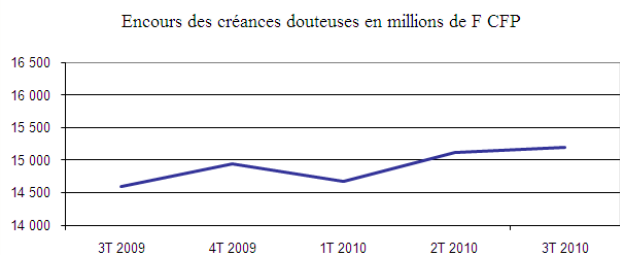
#### Taux de retraits sur cartes bancaires Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



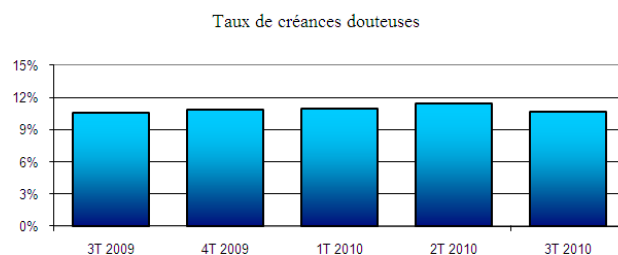
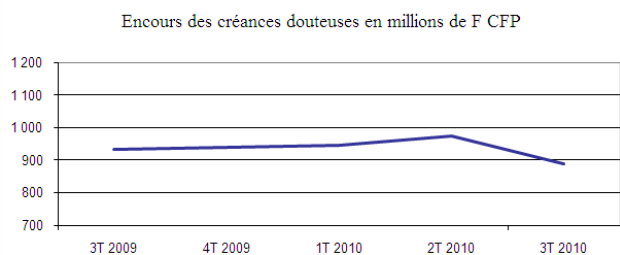
# Conjoncture financière et bancaire

## Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

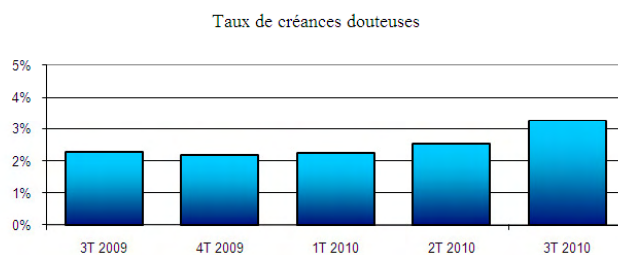
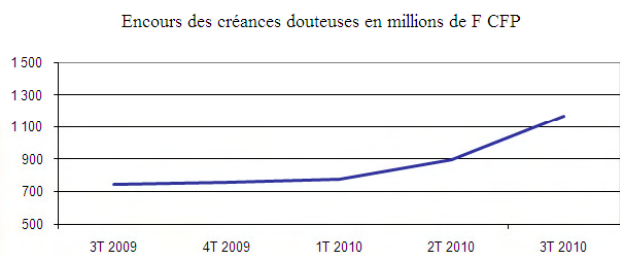
### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



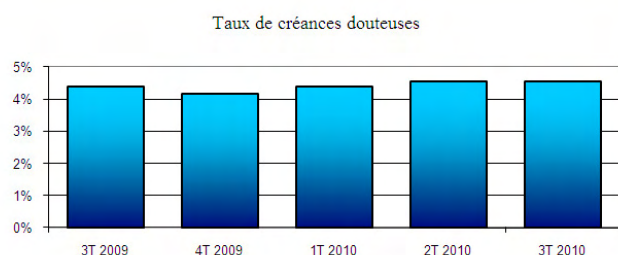
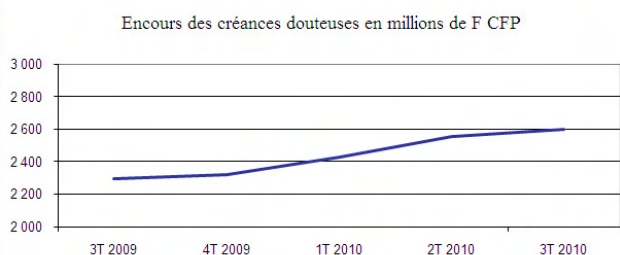
### AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE



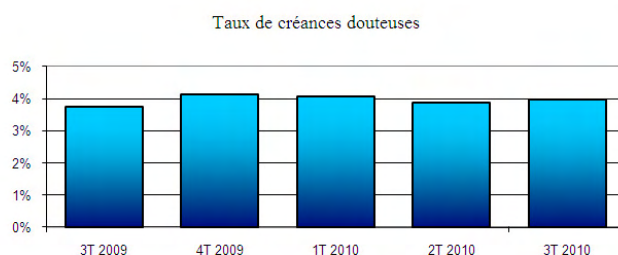
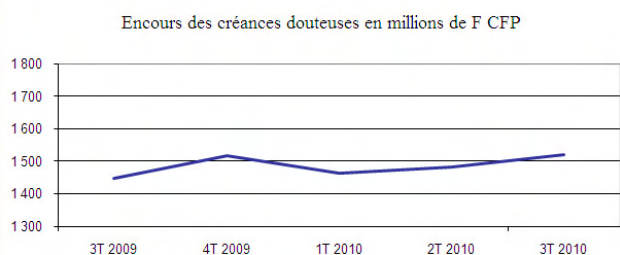
### INDUSTRIE



### BTP



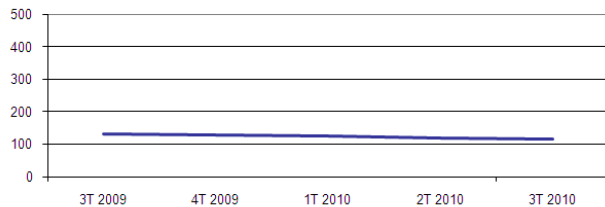
### COMMERCE



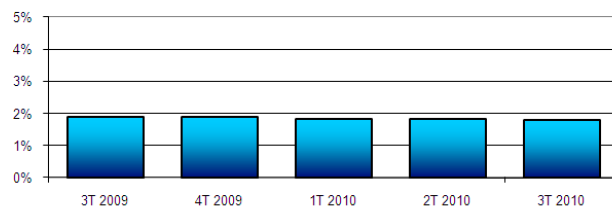
# Conjoncture financière et bancaire

## HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

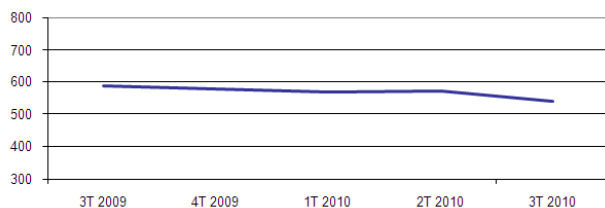


Taux de créances douteuses

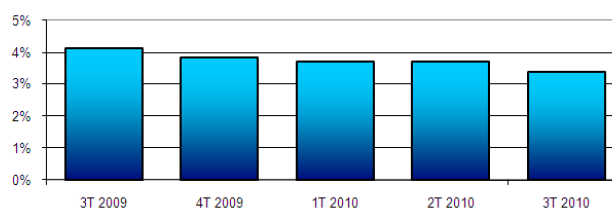


## TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

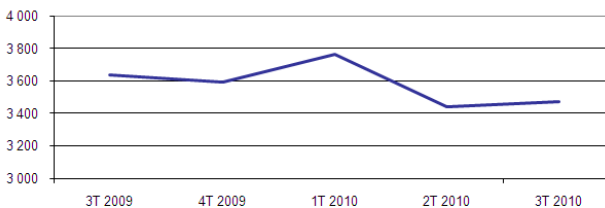


Taux de créances douteuses

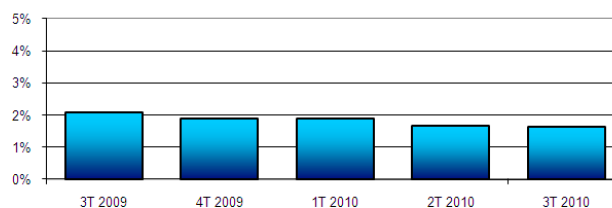


## SERVICES

Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses



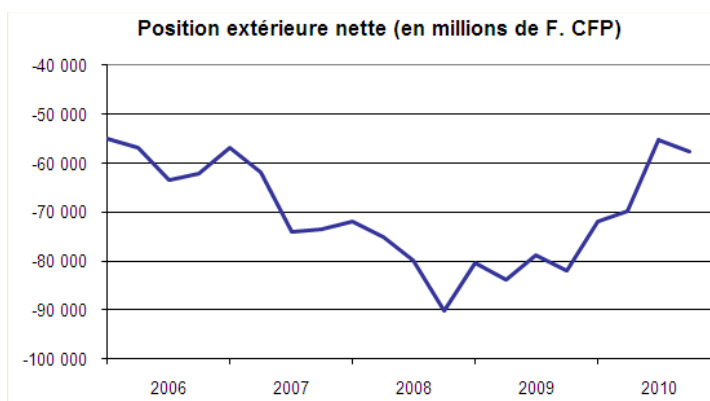
# Conjoncture financière et bancaire

## 6. Le financement des concours bancaires

### 6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10*	sept-10*	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>377 015</b>	<b>418 365</b>	<b>474 685</b>	<b>538 291</b>	<b>572 892</b>	<b>594 477</b>	<b>610 844</b>	<b>604 326</b>	<b>613 594</b>	<b>1,5%</b>	<b>7,1%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	366 770	405 660	461 418	523 351	550 682	569 108	570 153	580 101	591 048	1,9%	7,3%
Réserves obligatoires et libres	10 245	12 705	13 267	14 940	22 210	25 369	40 691	24 225	22 546	-6,9%	1,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>377 015</b>	<b>418 365</b>	<b>474 685</b>	<b>538 291</b>	<b>572 892</b>	<b>594 477</b>	<b>610 844</b>	<b>604 326</b>	<b>613 594</b>	<b>1,5%</b>	<b>7,1%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	254 934	288 597	334 626	367 816	398 826	430 334	446 798	472 041	477 901	1,2%	19,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	45 678	49 073	52 152	57 537	60 082	60 484	60 838	51 676	50 599	-2,1%	-15,8%
Excédent des opérations diverses des EC	2 195	10 035	4 787	6 326	14 397	14 121	14 819	6 039	8 305	37,5%	-42,3%
Réescmppte	9 955	8 560	9 615	16 332	17 534	17 522	18 674	19 301	19 302	0,0%	10,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	64 253	62 100	73 505	90 280	82 053	72 016	69 715	55 269	57 487	4,0%	-29,9%

\*Certains éléments sont provisoires en juin et septembre 2010

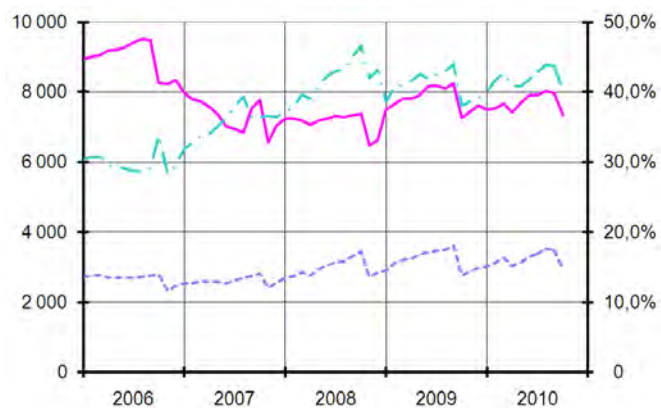


### 6.2 Le réescmppte

Cotation et réescmppte	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	Variations	
										1 trim	1 an
<b>Cotation (nombre)</b>											
Cotes valides	8 721	8 256	7 767	7 375	7 269	7 492	7 416	7 906	7 343	-7,1%	1,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 512	2 798	2 824	3 439	2 768	3 008	3 037	3 387	2 952	-12,8%	6,6%
Taux	29%	34%	36%	47%	38%	40%	41%	43%	40%	-3 pt	2 pt
<b>Refinancement (montants en millions de XPF)</b>	<b>9 955</b>	<b>8 560</b>	<b>9 615</b>	<b>16 332</b>	<b>17 534</b>	<b>17 522</b>	<b>18 674</b>	<b>19 301</b>	<b>17 690</b>	<b>-8,3%</b>	<b>0,9%</b>
Entreprises	9 940	8 548	9 457	16 274	17 519	17 513	18 668	19 297	17 686	-8,3%	1,0%
Particuliers	15	12	158	58	15	9	6	4	4	0,0%	ns

#### Cotation des entreprises

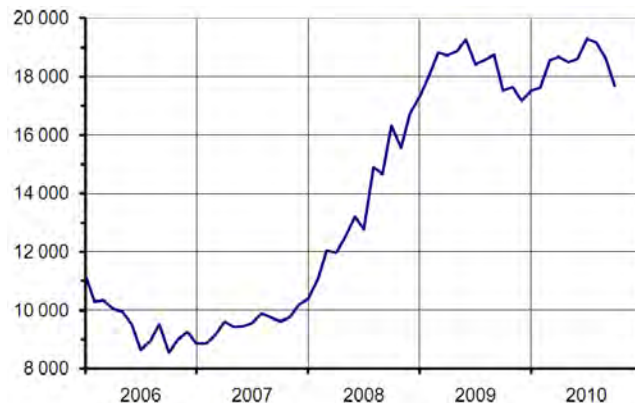
Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- Taux d'éligibilité - - -



Source : IEOM

#### Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



Source : IEOM



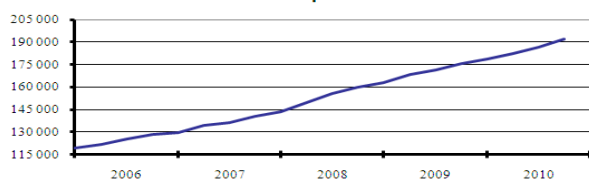
# Conjoncture financière et bancaire

## 7. La monétique et les échanges de valeur

### 7.1 La monétique

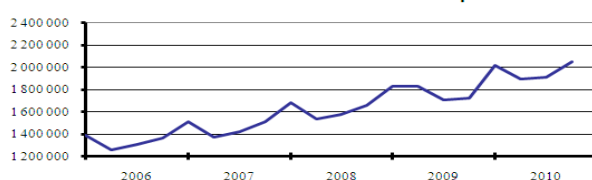
Monétique										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>											
Nombre de cartes	117 143	128 490	140 543	160 096	175 751	178 475	182 353	186 647	192 207	3,0%	9,4%
Carte Bleue	71 731	75 701	81 477	88 427	95 291	96 660	98 168	100 510	104 293	3,8%	9,4%
Carte Jade	23 453	26 537	29 038	31 664	34 316	34 648	35 044	35 376	35 735	1,0%	4,1%
Cartes privées	21 959	26 252	30 028	40 005	46 144	47 167	49 141	50 761	52 179	2,8%	13,1%
<b>Terminal de paiement électronique</b>											
Nombre de TPE	2 285	2 405	2 642	2 878	2 979	3 037	3 071	3 037	3 209	5,7%	7,7%
Nombre de transactions	1 223 277	1 362 240	1 507 447	1 654 796	1 715 996	2 009 747	1 889 009	1 904 670	2 043 314	7,3%	19,1%
Montant (milliers de XPF)	10 588 094	11 834 984	13 135 601	14 814 638	14 593 526	17 810 114	16 132 909	16 183 131	17 281 602	6,8%	18,4%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	0,0%	0,0%
<b>Machines de traitement mécanique</b>											
Nombre de MTM*	242	221	215	44	39	39	40	47	44	-6,4%	12,8%
Nombre de transactions	4 628	4 727	4 567	3 996	4 876	5 574	6 166	5 837	6 324	8,3%	29,7%
Montant (milliers de XPF)	111 503	136 974	118 766	126 030	139 624	178 605	179 263	182 702	194 452	6,4%	39,3%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	24	29	26	32	29	32	29	31	31	-1,9%	7,3%
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>											
Nombre d'automates	104	128	147	164	173	192	193	194	197	1,5%	13,9%
Nombre de retraits	937 845	1 106 876	1 298 257	1 548 228	1 643 737	1 757 212	1 666 503	1 712 686	1 833 575	7,1%	11,5%
Montant (milliers de XPF)	8 125 074	10 199 187	12 596 184	16 170 393	17 568 589	19 461 892	17 625 307	17 758 060	19 295 108	8,7%	9,8%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	9	10	10	11	11	11	10	11	1,0%	-1,9%

Nombre de porteurs



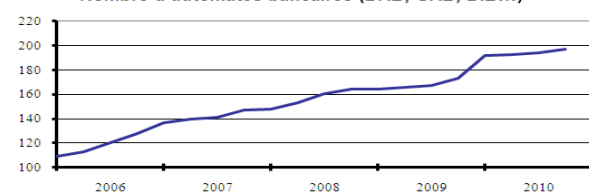
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



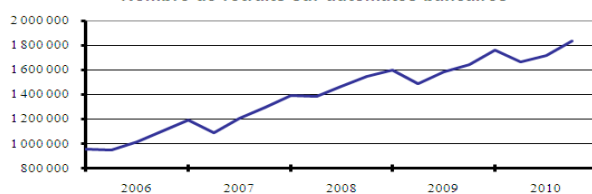
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

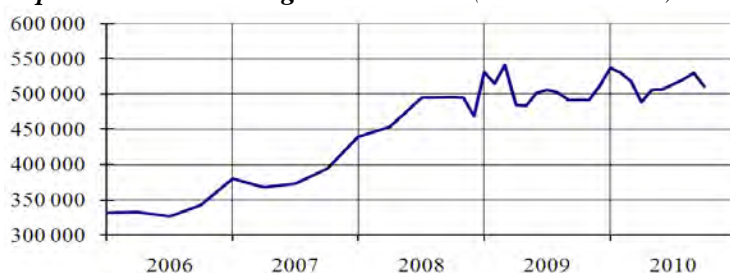


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

### 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>4 468 942</b>	<b>4 564 579</b>	<b>4 774 042</b>	<b>4 991 461</b>	<b>5 038 173</b>	<b>5 211 117</b>	<b>4 983 572</b>	<b>4 933 014</b>	<b>5 070 640</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,6%</b>
Chèques	3 030 552	3 040 682	3 098 806	3 197 934	3 123 847	3 330 865	3 057 949	3 036 182	3 145 758	3,6%	0,7%
Virements	811 606	838 511	926 610	978 025	1 004 939	1 043 435	984 640	1 006 909	1 025 008	1,8%	2,0%
Effets	4 529	4 029	3 472	3 383	3 045	3 034	2 909	2 841	2 947	3,7%	-3,2%
Autres	622 255	681 357	745 154	812 119	906 342	833 783	938 074	887 082	896 927	1,1%	-1,0%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>311 528</b>	<b>342 906</b>	<b>394 373</b>	<b>496 109</b>	<b>491 720</b>	<b>537 523</b>	<b>489 273</b>	<b>514 035</b>	<b>510 907</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3,9%</b>
Chèques	160 270	172 885	196 806	247 761	236 903	246 141	225 536	245 037	234 728	-4,2%	-0,9%
Virements	129 368	146 600	173 346	220 122	226 471	263 966	234 883	241 207	247 561	2,6%	9,3%
Effets	8 167	7 780	6 888	8 080	7 687	7 133	7 000	6 388	6 984	9,3%	-9,1%
Autres	13 723	15 641	17 333	20 146	20 659	20 283	21 854	21 403	21 634	1,1%	4,7%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

## 8. Rappel des taux

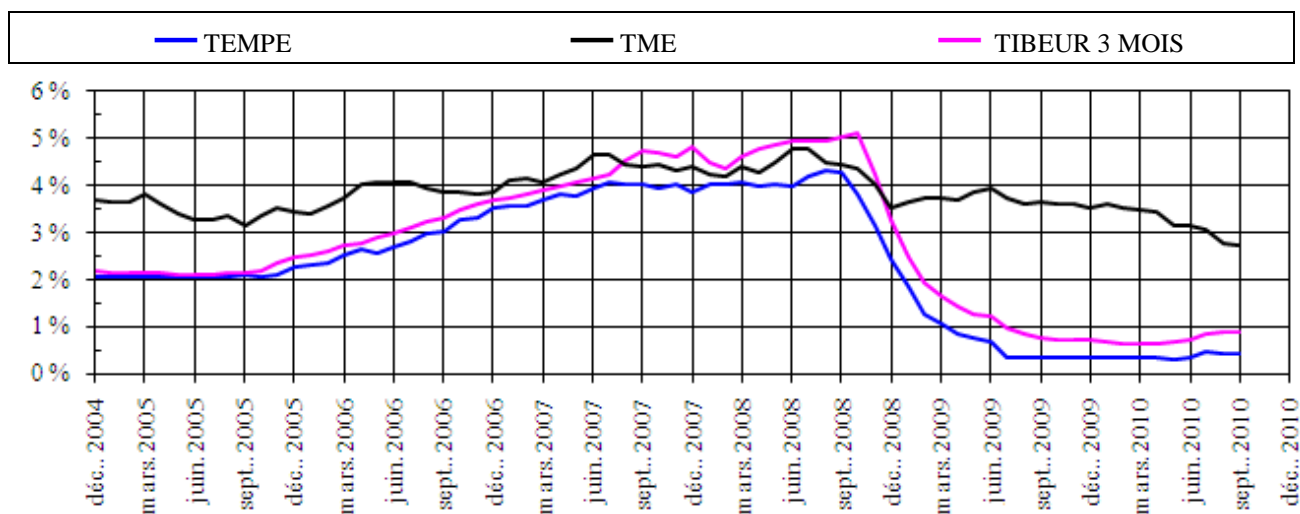
### 8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	<b>0,65 %</b>

### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

# Conjoncture financière et bancaire

## 8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

### PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	3 <sup>ème</sup> Trim. 2009	4 <sup>ème</sup> Trim. 2009	1er Trim. 2010	2 <sup>ème</sup> Trim. 2010	3 <sup>ème</sup> Trim. 2010
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,01 %	6,72 %	6,57 %	6,29 %	<b>5,60 %</b>
- Prêts à taux variable	7,03 %	6,12 %	5,92 %	5,72 %	<b>5,05 %</b>
- Prêts à taux relais	7,03 %	6,59 %	6,40 %	6,25 %	<b>6,27 %</b>
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,59 %	21,40 %	21,45 %	21,63 %	<b>21,32 %</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,63 %	20,20 %	19,71 %	19,45 %	<b>19,32 %</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,43 %	9,20 %	8,88 %	8,85 %	<b>8,15 %</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

### PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	3 <sup>ème</sup> Trim. 2009	4 <sup>ème</sup> Trim. 2009	1er Trim. 2010	2 <sup>ème</sup> Trim. 2010	3 <sup>ème</sup> Trim. 2010
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,67 %	10,81 %	10,57 %	9,53 %	<b>9,05 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,43 %	5,83 %	5,53 %	5,32 %	<b>5,09 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,19 %	6,92 %	6,61 %	5,75 %	<b>5,79 %</b>
- Découverts en compte (2)	13,45 %	13,16 %	13,21 %	13,33 %	<b>13,59 %</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	6,72 %	6,20 %	5,71 %	5,73 %	<b>5,60 %</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

### PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	3 <sup>ème</sup> Trim. 2009	4 <sup>ème</sup> Trim. 2009	1er Trim. 2010	2 <sup>ème</sup> Trim. 2010	3 <sup>ème</sup> Trim. 2010
- Découverts en compte (3)	13,45 %	13,16 %	13,21 %	13,33 %	<b>13,59 %</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

### LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

#### Evolution du coût du crédit aux particuliers

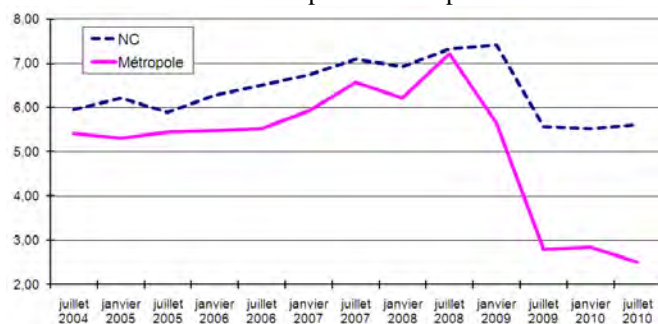
Taux moyen pondéré	Enquête de juillet/août 2008	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,44%	5,83%	5,28%	5,01%	4,76%	-0,52 pt	-0,25 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	14,82%	18,50%	17,03%	17,17%	17,91%	0,88 pt	0,74 pt
Découverts.....	9,70%	10,91%	10,23%	10,51%	10,28%	0,05 pt	-0,23 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,51%	7,75%	7,39%	6,99%	6,44%	-0,95 pt	-0,55 pt
<b>TMPG.....</b>	<b>6,59%</b>	<b>7,08%</b>	<b>6,39%</b>	<b>6,21%</b>	<b>5,85%</b>	<b>-0,54 pt</b>	<b>-0,36 pt</b>
Déclarations (en nb).....	4 569	3 891	4 415	4 316	5 295	19,9%	22,7%

### LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

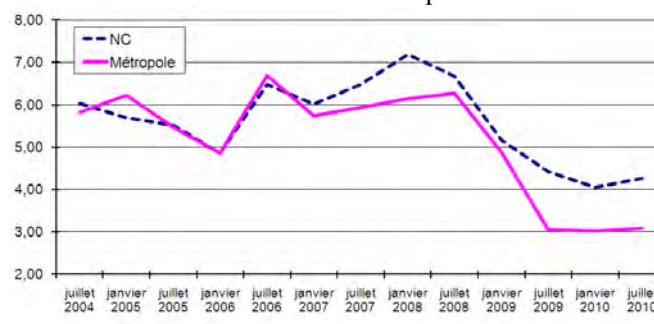
#### Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de juillet/août 2008	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	7,32%	7,42%	5,57%	5,52%	5,62%	0,05 pt	0,10 pt
Découvert.....	6,68%	5,17%	4,42%	4,06%	4,26%	-0,16 pt	0,20 pt
Autres court terme.....	6,29%	4,91%	4,72%	4,61%	4,75%	0,03 pt	0,14 pt
<b>Ensemble court terme.....</b>	<b>6,88%</b>	<b>5,92%</b>	<b>4,94%</b>	<b>4,77%</b>	<b>4,97%</b>	<b>0,03 pt</b>	<b>0,20 pt</b>
<b>Moyen et long terme.....</b>	<b>5,86%</b>	<b>5,41%</b>	<b>4,65%</b>	<b>4,39%</b>	<b>4,32%</b>	<b>-0,33 pt</b>	<b>-0,07 pt</b>
<b>TMPG.....</b>	<b>6,49%</b>	<b>5,72%</b>	<b>4,83%</b>	<b>4,62%</b>	<b>4,72%</b>	<b>-0,11 pt</b>	<b>0,10 pt</b>
Déclarations (en nb).....	2 099	1 789	2 216	1 743	2 077	- 6,3%	-100,0%

Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



**Nota :** Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

## Annexe : méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

## Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Jusqu'au 3 mai 2010

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

A partir du 3 mai 2010, la bascule complète des entreprises n'ayant toutefois été finalisée que le 1<sup>er</sup> septembre 2010

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou "NAF 2008") Code division de la nomenclature INSEE
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie	55
Transport et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452
Divers (essentiellement des administrations publiques)	84 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer le 08 février 2011  
Dépôt légal : février 2011 - n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [agence@ieom.wf](mailto:agence@ieom.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03